Bilan 2005-2006 d'Activités

Association de la Fondation Etudiante pour la ville
26 bis rue de Château Landon - 75010 Paris
Tél. : 01 40 36 01 01 - fax : 01 4 36 75 89
www.afev.org - pole.national@afev.org

Association loi 1901
Agréée Jeunesse et Education Populaire
Complémentaire de l'Enseignement Public

Sommaire

Première partie
Agir contre les Inégalités

Evolution générale de l'activité de l'afev sur les territoires . . . . . p. 1
- Le développement territorial . . . . . p. 1
- La structuration en pôles régionaux . . . . . p. 2

Accompagnement éducatif . . . . . p. 3
- Accompagnement éducatif des publics spécifiques . . . . . p. 3
- L'accompagnement vers la lecture . . . . . p. 4
- Les volontaires de la santé . . . . . p. 4
- Collégiens aujourd'hui, étudiants demain . . . . . p. 5
- Les partenaires de l'accompagnement éducatif . . . . . p. 5
- Conclusion . . . . . p. 5
- Article du journal Volontaires N° 9 - "Pour qu'un enfant grandisse, il faut tout un village", par Mathias Bocabeille . . . . . p. 6
- Article du journal Volontaires N° 9 - "Déclencher la réussite éducative" par Paul Monnoyer . . . . . p. 7

Accompagnement insertion . . . . . p. 8
- Article du journal Volontaires N° 8 - "Une aide concrète, un échange humain", par Paul Falzon-Monferran . . . . . p. 9
- Insertion : "A chaque jeune son parcours, les diplômes ne sont pas tout", par François Dubet . . . . . p. 10

Engagement des étudiants . . . . . p. 11
15ème campagne de mobilisation étudiante
- Les outils de communication . . . . . p. 11
- Le déroulement de la campagne . . . . . p. 12
- Eléments quantitatifs . . . . . p. 12
- Article du journal Volontaires spécial JMJS - "Etre bénévole à l'afev : un engagement individuel à vocation solidaire" . . . . . p. 13
- Article du journal Volontaires N° 9 - "Plan 100 000 : l'afev a un rôle décisif à jouer, par Gilles De Robien . . . . . p. 14

Deuxième partie
Promouvoir et Réfléchir
L'engagement solidaire

Le livre . . . . . p. 15
"Etre utile, regards sur l'afev"
- Agir être utile, plutôt que refaire la société en parole . . . . . p. 15
- Par opposition au prosélytisme, une éthique de la responsabilité . . . . . p. 15
- L'afev, un espace d'enrichissement personnel . . . . . p. 16

Pas de quartier pour les inégalités . . . . . p. 17
"L'appel"

Les JMJS . . . . . p. 18
"Pas de quartier pour les inégalités"
- Un pouvoir de changement . . . . . p. 18
- Regards sur une jeunesse trop souvent stigmatisée . . . . . p. 18
- Dans les autres villes, même réussite . . . . . p. 19

Evaluation de l'action éducative de l'afev . . . . . p. 20
Quels enjeux pour l'afev ?
- Quelle démarche d'évaluation ? . . . . . p. 20
- Quelle méthodologie ? . . . . . p. 21
- Quels enjeux pour le champ de l'accompagnement éducatif ? . . . . . p. 21

Université Européenne de l'Engagement . . . . . p. 22
Être mobile pour renouer le fil
- Mardi 29 août : s'intégrer pour rencontrer les autres . . . . . p. 22
- Mercredi 30 août : Trouver ou retrouver sa place dans la société . . . . . p. 22
- Jeudi 31 août : Quelle(s) violence(s) urbaines(s) pour quel(s) message(s) ? . . . . . p. 23

Eva - le réseau EVA . . . . . p. 24

Troisième partie
Rapport Financier

Le rapport financier . . . . . p. 25
- Une situation financière en voie d'assainissement . . . . . p. 25
- Développement territorial . . . . . p. 25
- Réorganisation des JMJS . . . . . p. 25
- Equilibre financier local et national . . . . . p. 26

Annexes

Remerciements aux bénévoles, stagiaires, salariés, associations et partenaires, Pabeck, Génaro, aux photographes pour leur contribution.

Agir contre les Inégalités

Première partie

1. Evolution générale de l'activité de l'afev sur les territoires

L'année 2005-2006 a été une année conforme au plan de développement que nous nous étions fixés et qui a vu le projet de l'afev reconnu et demandé par un nombre important d'acteurs éducatifs. Les collectivités locales et l'Education Nationale, nos principaux partenaires financiers et opérationnels ont multiplié leurs marques de confiance. Cela a abouti à un développement territorial avec la création de trois nouveaux pôles et à l'extension de nos activités dans les agglomérations existantes d'une part et au redémarrage de la structuration en délégations régionales d'autre part.

Le développement territorial

Nous avons démarré nos activités sur les agglomérations de Chambéry, Marseille, Cergy et redémarré à Marne-la-Vallée. Parallèlement, l'intégration de l'afev Nantes, initiée en juin 2005, est devenue effective et le pôle valenciennois, également lancé à la fin de l'année scolaire précédente, a assis son activité.

L'ouverture à Marseille était en fait un retour dans une ville que nous avions quittée il y a quelques années et qui constituait pour nous un enjeu majeur par le nombre d'étudiants présents dans la zone Aix-Marseille et par la prégnance des besoins sociaux dans les quartiers nord de l'agglomération. Il est important de noter que Marseille est l'unique pôle que nous n'avons pas mis en route via des programmes d'accompagnement à la scolarité. La première activité que nous y avons développée est un accompagnement de jeunes déscolarisés et en rupture avec les savoirs de base, via un programme appelé "Savoirs pour réussir" mis en œuvre avec la Fondation Caisse d'Epargne. Ce modèle de développement original pour la structure pourra dans le futur être répété ailleurs.

"Inégaux dès la maternelle"
Dessin de Daniel Maja, illustrateur Jeunesse et dessinateur de presse

Dans leur grande majorité, ces développements se sont appuyés sur la mise en place des programmes de réussite éducative (PRE).

La structure a en effet rapidement pris la mesure du lancement de ces dispositifs et, dans bon nombre de territoires, a été fer de lance de leur mise en place. Ils nous ont surtout permis de développer nos activités dans les villes d'agglomérations dans lesquelles nous étions déjà présents. Cela a abouti à des financements supplémentaires, des créations de postes salariés et l'augmentation du nombre d'étudiants bénévoles...suite p 2

La structuration en pôles régionaux

L'année 2005-2006 nous a permis de reprendre une démarche laissée de côté ces dernières années qui est l'organisation du territoire en délégations régionales.

A terme, sept délégations régionales sont prévues, seules trois étaient jusqu'à maintenant personnalisées par un délégué régional. Ces postes de cadres intermédiaires sont un élément de la plus grande importance dans la gestion du réseau et du développement de nos activités.
C'est la raison pour laquelle nous avons voulu créer cette année deux postes supplémentaires, pour l'Ouest (avec les villes de Rennes, Brest, Nantes, Angers et Le Mans) et le sud (avec pour objectif des activités à Montpellier, Nîmes, Perpignan et Avignon).
Pour cette dernière, un nouveau modèle de développement a également été testé, avec l'arrivée d'un délégué régional chargé de la préfiguration de l'installation de nos activités et des négociations avec les collectivités locales.

Il est cependant important de souligner que le travail sur les PRE, la reconnaissance de notre action par l'ensemble de nos partenaires et l'amélioration de notre structuration, qui auront demandé un travail et un investissement important à l'afev, portera ses fruits dans le cours de l'année 2006-2007 avec la création d'un nombre important de pôles. L'année 2005-2006 aura ainsi été avant tout une année de "développement naturel" préfigurant et préparant le fort développement mis en œuvre l'année à venir.

Annexe 1 :
Liste des 190 villes partenaires

Partenariat avec la BNP-Paribas

La BNP-Paribas et l'afev ont développé un partenariat depuis maintenant 5 ans afin de mettre en oeuvre son "plan banlieues". La BNP-Paribas va déléguer à l'afev le développement d'actions éducatives sur les territoires de la Seine-Saint-Denis, de l'Essonne et des agglomérations de Nice, Toulouse, Lyon et Evreux.
La BNP-Paribas va octroyer pour cela une aide de 150 000 euro par an pendant trois ans à l'afev.
L'afev mène déjà des activités importantes et est déjà bien identifiée dans trois territoires :

- **En Seine-Saint-Denis, 190 étudiants suivent 400 jeunes et enfants en difficulté.**
- **A Lyon, 345 étudiants interviennent auprès de 410 jeunes et enfants en difficulté.**
- **A Toulouse, 300 étudiants interviennent auprès de 300 jeunes et enfants en difficulté.**

Dans ces territoires l'aide de la BNP-Paribas viendra en complément de financements publics déjà obtenus et servira au renforcement des actions pour :

- **Le développement de nouvelles actions avec les acteurs locaux.**
- **L'augmentation du nombre d'étudiants impliqués et donc d'enfants suivis.**
- **Le développement de la visibilité de nos actions sur le territoire.**

Sur les autres territoires, l'Essonne, Nice et Evreux, l'afev ne développe pour le moment aucun dispositif ; en revanche notre projet est déjà connu par ces trois collectivités locales et des contacts ont d'ores et déjà été pris avec la mairie de Nice, le conseil général de l'Essonne et la municipalité d'Evreux.
L'aide de la BNP-Paribas viendrait alors en amorce de financements publics et serait dévolue au démarrage des activités sur ces nouveaux pôles pour :

- **L'ingénierie de montage de projet nécessaire à une nouvelle implantation.**
- **Le fonctionnement du nouveau pôle.**

www.bnpparibas.com

2. Accompagnement éducatif

Des étudiants bénévoles tournés sur l'ouverture vers le quartier, la ville
Photo de Christophe Loiseau

L'accompagnement à la scolarité est l'axe principal autour duquel se mènent et se développent les actions de l'afev depuis sa création. Ce constat, fait de longue date, s'est encore vérifié et même conforté sur l'année 2005-2006. Alors que les deux tentatives de "diversification des actions de l'afev " (sur l'insertion et la santé) n'ont que peu évolué quantitativement et qualitativement (5% de l'activité au lieu de 15% l'an passé) sur cette période, l'accompagnement à la scolarité et plus globalement la question éducative, ont été au centre de tous nos développements.

Au-delà de ces aspects, l'année 2005-2006 est apparue comme un véritable tournant dans notre position sur l'accompagnement à la scolarité, puisque nous avons souhaité intégrer cette action dans un cadre plus global intitulé "accompagnement éducatif individualisé".

Ce changement de vocable, qui traduit un changement de posture assez important sur le développement des actions d'éducation pour la santé, d'"accompagnement vers la lecture" et "accompagnement vers l'orientation", nous a amenés à réfléchir plus globalement la question éducative et la question du parcours éducatif.

Groupe de jeunes et d'étudiants
Photo afev

La question du parcours pose deux questions fondamentales :

• celles des compétences individuelles et les ressources nécessaires pour gérer les moments charnières de ce parcours,
• celle des différences et des inégalités extrêmement importantes entre les différents territoires, et, de fait, de la prise en compte plus globale de l'enfant dans son environnement.

Cette posture renforce encore un peu plus les différences d'approches entre l'afev et les structures publiques ou privées de soutien scolaire.

L'année 2005-2006 a marqué aussi le renforcement de notre légitimité en tant qu'acteur dynamique d'éducation non formelle capable de produire de la réflexion. Pour exemple : le colloque du Mans co-organisé avec les CEMEA sur la nouvelle donne de l'accompagnement à la scolarité.

Dans le cadre de cette réflexion, la démarche d'évaluation (voir ci-après) qui a été entreprise pour tenter de mesurer l'impact de cette action auprès des enfants suivis et de leurs familles va être particulièrement déterminante.

L'accompagnement éducatif des publics spécifiques

La montée en charge des accompagnements des publics dits spécifiques amorcée en 2004-2005 s'est poursuivie en 2005-2006 notamment pour le public des enfants nouvellement arrivés en France. Développement des accompagnements auprès de ces publics avec mise en place de dispositifs spécifiques impliquant au plus près les acteurs institutionnels et associatifs qui sont partie prenante des problématiques d'intégration (comme ce qui a été initié à Rennes), développement et consolidation des liens avec les CASNAV (notamment sur la formation des étudiants).
Le manque d'un outil d'action et de réflexion qui permette de mieux armer les salariés comme les étudiants intervenant auprès de ce public a été clairement identifié. Un projet de parution d'un « Guide de l'Accompagnement Educatif » a vu le jour en partenariat avec l'INJEP. Ce guide composé d'une partie "réflexion" (contribution de chercheurs sur les questions clefs) et "action" (fiches actions de porteurs de projets afev mais aussi d'autres acteurs y compris européens) sera publié au cours du 1er trimestre 2007...suite p 4

Colloque CEMEA
http://www.cemea.asso.fr/article.php3?id_article=141

L'accompagnement vers la lecture

Nota Bene : un bilan national « accompagnement vers la lecture » plus détaillé est disponible à l'afev.

Après l'expérimentation sur Valenciennes du premier dispositif d'Accompagnement Vers la Lecture en 2004-2005, le développement de l'action a été au départ sous-estimé. L'expérimentation s'est faite sur 10 sites alors qu'elle devait initialement se faire sur 3 à 4 villes. L'action a semble-t-il répondu à une réelle demande sociale : elle a mobilisé une centaine d'étudiants pour autant d'enfants suivis. Toutes les actions se sont menées à domicile ce qui a permis une forte implication des parents. Le comité de pilotage national s'est réuni le 28/02 et nous avons pu constaté avec nos partenaires la réussite de cette première phase de mise en œuvre. Le partenariat avec le réseau du livre a continué à se développer et les relais locaux ont permis d'offrir aux étudiants une formation spécialisée (Lecture et Littérature jeunesse). Les liens avec les bibliothèques se sont renforcés et systématisés. Nous avons également bénéficié d'un financement du ministère de la Culture (département livre et lecture) qui nous permettra d'approfondir le partenariat avec les bibliothèques et nouer des liens avec les Directions Régionales de la Culture.
Beaucoup reste à faire et l'année de consolidation du dispositif sera, comme c'est toujours le cas, une année plus délicate.

Les Volontaires de la Santé

Après une année de réelle reconfiguration et re-dynamisation du programme, l'année 2005-2006 a vu la poursuite des efforts engagés.
L'action s'est développée sur 10 sites. Parmi les nouveaux sites une expérience tout à fait novatrice menée sur Melun avec des adolescents en classe-relais.

Une journée nationale a été organisée en mai. Il s'agissait d'un temps d'échanges avec les porteurs de projets expérimentés et salariés nouvellement investis afin qu'ils fassent remonter leurs difficultés /demandes. Un témoin / personne ressource a été présent et référent tout au long de la journée : le président de l'association « Elus, santé Publique et Territoires » Laurent El Ghozi (également maire adjoint en charge de la santé à Nanterre) qui a proposé de nouvelles pistes d'action pour investir les collectivités dans les dispositifs locaux de volontaires de la santé.
Car, malgré la pertinence du projet, il persiste une réelle frustration quand on mesure le décalage entre le développement que devrait connaître aujourd'hui le dispositif volontaires de la santé et son effectivité.
D'une manière synthétique, on peut formuler les remarques suivantes :

• des difficultés de pérennisation de l'action subsistent : l'exemple de Melun où le projet a été évalué de manière très positive mais demandait un temps de coordination très important tant au niveau du salarié de l'afev qu'au niveau des coordinatrices de l'IFSI et n'a pas été reconduit.

• des difficultés de financement persistent également, notamment dans le programme de réussite éducative où le volet santé comporte difficilement des programmations d'actions d'éducation pour la santé. Sur les 10 sites où se développe l'action seuls 4 bénéficiaient de financements spécifiques.

Néanmoins, l'année charnière 2004-2005 a permis en 2005-2006 de ré-enlencher une dynamique sur le programme santé. De nouveaux sites vont se développer en 2006-2007 : Paris, Nanterre, Rennes, Grenoble, Lille…..Sur l'intégralité de ces sites l'action sera financée spécifiquement....suite p 5

« Collégiens Aujourd'hui, Etudiants Demain »

La problématique de l'orientation interpelle depuis plusieurs années notre association. Elément déterminant du parcours scolaire des jeunes que nous suivons, l'orientation est un révélateur important des inégalités sociales.
Compétences transversales, représentations, connaissance de l'environnement économique, capacité de projection sont autant d'éléments liés à la situation sociale et culturelle de chaque jeune, sur lesquels se mesure concrètement l'impact de la relégation d'un certain nombre de quartiers périphériques.

L'afev qui suit dans le cadre de son programme d'accompagnement à la scolarité 3 200 collégiens scolarisés dans ces quartiers, entend intégrer pleinement cette problématique de l'orientation dans son action locale. C'est ainsi qu'au cours de l'année 2005-2006, l'afev a pris le temps de rassembler partenaires nationaux et de terrain dans une phase de diagnostic, d'audit et de préparation d'un dispositif spécifique d'accompagnement intégrant la dimension orientation en direction des 4ème/3ème intitulé « Collégiens Aujourd'hui, Etudiants Demain » qui sera expérimenté en 2006-2007 sur 8 à 10 sites.

Les partenaires de l'accompagnement éducatif

Appuyées sur la mise en oeuvre des programmes de réussite éducative, nos actions d'accompagnement à la scolarité ont été renforcées dans un grand nombre de territoires où nous étions déjà présents et ont permis de créer des nouvelles antennes de l'afev dans une dizaine de nouvelles agglomérations. Ainsi l'afev est aujourd'hui présente dans une quarantaine de dispositifs de réussite éducative. La poursuite de l'inscription de l'afev dans le PRE a d'ailleurs fait l'objet d'un important travail dans notre réseau, et a donné lieu à de nombreuses réunions de travail et de coordination en interne comme avec nos partenaires de la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire et de la Délégation Interministérielle à la Ville

Très fortement influencé par la mise en oeuvre de la réussite éducative, notre dispositif va continuer pour l'année prochaine à évoluer, notamment dans le cadre de l'inscription de l'afev dans le cadre du plan initié par le Ministère de l'Education Nationale et intitulé "100 000 étudiants pour 100 000 élèves". Des partenariats ont été élaborés dans le dernier trimestre de l'année dans 13 rectorats.
En terme de partenariat national, la CNAF, au travers d'une convention pluriannuelle d'objectif, est venue compléter le pôle de partenaires (Education Nationale, FASILD, DIV, DGAS) qui accompagne le pilotage national de cette action. L'implication de la CNAF comme partenaire national de nos actions d'accompagnement éducatifs est aussi l'occasion de remettre les parents au centre de la question éducative. 2005-2006 est une année de transition au cours de laquelle nous avons mené un travail de recensement (auprès de nos salariés et de des étudiants bénévoles) des possibilités d'action de la structure pour favoriser davantage l'implication des parents dans l'accompagnement de leurs enfants. Une des propositions les plus claires en ce sens est la promotion de l'accompagnement au domicile des familles.

En terme de mise en oeuvre, nous pouvons faire les remarques suivantes :

- 6100 enfants ont été suivis (pour le seul accompagnement à la scolarité) ce qui est équivalent à 2004-2005 (développement dans un grand nombre de sites compensant les difficultés de certaines régions, notamment l'Ile de France).
- L'individualisation de l'accompagnement se renforce (de 1,6 à 1,4 enfants par étudiants).
- Progression toujours constatée du pourcentage de suivi au domicile (39% au lieu de 35%).
- Maintien du rapport 60/40, collégiens/primaires.

Conclusion :

Les perspectives pour 2006-2007 seront donc fixées sur la suite du développement des accompagnements éducatifs avec une attention particulière portée à la suite de l'essaimage d'Accompagnement Vers la Lecture qui devrait se développer sur une quinzaine de sites (sur un total de trente), et le redéploiement de Volontaires de la Santé avec de nouvelles interrogations sur l'équilibre entre la dimension santé et la dimension citoyenneté du projet.
En 2006-2007, avec la démarche nationale d'évaluation, la parution courant 2007 d'un guide sur l'accompagnement des enfants nouvellement arrivés, etc ...la question éducative sera encore très au centre de notre action et notre préoccupation.
L'afev, association longtemps confondue avec une organisation estudiantine émerge peu à peu comme une autorité en matière d'éducation non formelle sans être pour autant un mouvement pédagogique du fait de l'« intelligence des pratiques » de ses étudiants bénévoles qu'elle a développée et capitalisée au cours de ses 15 ans d'existence. Elle entend aller plus loin encore sur la mobilisation contre les inégalités d'accès à la réussite éducative.

Annexe 2 : Programmes d'accompagnements éducatifs

Article du journal “Volontaires” N° 9

Pour qu’un enfant grandisse, il faut tout un village

Par Mathias Bocabeille

À Rennes, un projet innovant d’éducation partagée implique des étudiants, des enfants, leurs familles et l’équipe de l’établissement. Quinze enfants ont ainsi été accompagnés individuellement par l’Afev l’an passé.

Au sud-ouest de l’agglomération rennaise, dans le quartier Bréquigny, il est un principal « très attaché à l’idée d’accompagnement à la scolarité ». L’année dernière au collège des Chalais, M. Babut a mis en place, en partenariat avec l’Afev, un suivi individuel porté par des étudiants bénévoles à destination de ses élèves. « Un pas de plus vers l’autonomie », s’enthousiasme-t-il, « très satisfait » de l’opération qui menée. « Cela a permis aussi de développer dans le quartier le travail d’accompagnement à la scolarité », avec la participation des centres sociaux, des associations de quartier et de la MJC.

Amy, 20 ans, a ainsi accompagné Marwin en classe de 5e. Vivant seul avec sa mère et sa sœur, il n’avait pour exemple que celui de son grand frère, qui avait rapidement quitté l’école. La réussite jusqu’au bac et la poursuite vers des études supérieures n’avaient ainsi à ses yeux qu’un sens lointain. Dès le mois d’octobre, Amy a pu progressivement le faire changer d’avis et lui montrer que la réussite scolaire pouvait s’immiscer dans son parcours. Chaque mercredi, Amy, Marwin et sa mère se retrouvent pour un déjeuner au domicile familial. Ensemble, ils parlent des cours et de la vie à l’école. S’ensuit un intense échange entre l’étudiante et l’adolescent, où l’accent est mis sur les principales difficultés en cours : l’anglais et l’orthographe, dans le cas précis de Marwin. Outre le fait qu’elle dispose désormais d’« une famille sur Rennes », Amy en retire l’immense « plaisir de pouvoir aider». Elle avoue que la mère de Marwin « compte beaucoup sur lui » maintenant.

Même si cet accompagnement a pris fin avec les vacances estivales, ils restent régulièrement en contact. Ce n’est qu’un exemple et, de fait, chaque accompagnement riche et unique en enseignements mériterait que l’on s’y attarde. Pour M. Babut, « l’Éducation nationale n’a pas les moyens de mettre en place cet accompagnement individualisé, et notamment d’entrer en contact avec les familles ».

Or, le travail des étudiants bénévoles s’effectue en étroite concertation avec l’environnement parental et le corps professoral, et dépasse largement la sphère de l’aide aux devoirs. Cet accompagnement a pour principale vertu d’impliquer un peu plus les élèves suivis dans la vie de leur établissement et de favoriser le « vivre-ensemble ». Ce que confirme l’ancien principal du collège des Chalais : « J’ai apprécié que les étudiants n’aient pas été simplement tournés vers la chose scolaire et l’apprentissage des leçons, mais plutôt sur l’ouverture vers le quartier, la ville… Les étudiants ne sont pas dans le système éducatif ; ils ont donc un regard extérieur. »

«Il faut tout un village pour éduquer un enfant », dit un proverbe africain. « L’éducation ne peut être le fait d’une personne ou d’une institution, mais bien d’un ensemble social délimité dans le territoire de vie de celui à qui s’adresse cette éducation», confirme Maurice Corond, de l’IUFM de Lyon.

M. Babut le rejoint : « Aujourd’hui, il n’y a pas d’éducation possible sans travail avec les partenaires. L’afev est un partenaire efficace et intéressant, qui prend en charge un aspect éducatif important, celui de l’ouverture, qui permet de faire évoluer le regard et l’état d’esprit des enfants. »

Permettre aux parents de s’impliquer

Parmi ces partenaires, les parents ont un rôle immense à jouer. « Je reste très attaché au travail individualisé et ce qui est effectué avec les familles, poursuit l’ancien principal. Car les parents doivent absolument mieux comprendre la façon dont fonctionne le système éducatif. Il y a un travail de formation à effectuer auprès des parents, quel que soit leur milieu. Il faut aussi leur permettre de s’impliquer dans l’éducation de leurs enfants ; il s’agit bien de co-éducation.» À l’heure où sonne la rentrée, M. Babut n’éprouve « qu’un seul regret : celui de ne pas pouvoir continuer cette opération dans [son] nouvel établissement ».

Article du journal “Volontaires” N° 9

Déclencher la réussite éducative

Par Paul Monnoyer chef de projet éducatif local et réussite éducative (agglomération de Brest)

Le 9e congrès des villes éducatrices vient de se tenir à Lyon. Qu’en avez-vous retenu ?

La confrontation des expériences avec des structures et des cultures différentes, et particulièrement ce qui se fait sur le continent sud-américain. Les échelles ne sont pas du tout les mêmes ! Du coup, cela relativise beaucoup les actions que nous menons : voyez par exemple São Paulo, doit s’occuper de 2,5 millions d’enfants ; à Brest, ils sont 24 000... En outre, les populations n’ont pas le même confort, ni ne connaissent les mêmes situations économiques : l’effort et la mobilisation sont plus importants là où les gens n’ont rien, plutôt qu’ici, où ils ont « tout ».

Parlez-nous du programme de réussite éducative engagé à Brest...

Nous avons un contrat de ville, avec un partenariat qui fonctionne bien, et un plan éducatif local (PEL) qui repose sur ce même partenariat. Quand le programme de réussite éducative (PRE) est arrivé, il nous a semblé naturel de s’y engager. Car le PEL nous permet de développer une action sur tout le territoire de la ville de Brest, mais il apporte surtout des réponses collectives. Alors que le PRE, axé sur les quartiers prioritaires, est un outil complémentaire pour aller vers des réponses individuelles pour les enfants et leurs familles. Nous avons la chance d’avoir un partenariat fort, et la ville ne s’y serait pas lancée sans ses partenaires. Dans ce dispositif, il nous a paru intéressant de travailler avec l’Afev. Deux axes nous semblent importants : réduire les inégalités d’accès à la culture, et la réponse individualisée. L’intérêt de favoriser la rencontre d’un enfant, en échec ou en devenir, avec un jeune adulte, peut déclencher des choses : l’Afev, par le biais de ses étudiants, provoque cette rencontre avec un adulte d’un autre milieu. Ce n’est pas qu’un simple prestataire d’accompagnement à la scolarité, c’est un engagement citoyen, qui va bien au-delà.

3. Accompagnement Insertion

L'année 2005 devait être une année importante dans le développement de nos actions. Nous avions, à partir de notre réunion nationale de fin juin, initié une information et une mobilisation de l'ensemble de notre réseau sur les actions à entreprendre en direction de ce public. Pour marquer vraiment la priorité mise dans ce dispositif, nous avions décrété l'année scolaire 2005-2006 "année afevienne de l'insertion".

Le bilan en fin ce cette année scolaire est décevant. Non seulement les actions en direction de ce public ne se sont pas développées, mais nous pouvons même constater un essoufflement de ces actions sur certains territoires.

Nos actions en direction de ce public sont toujours articulées autour de trois axes :

• l'accompagnement de Lycéens et de Lycéens professionnels,
• l'accompagnement de jeunes de missions locales et la participation d'étudiants à des ateliers de recherche d'emploi,
• l'accompagnement de jeunes suivis dans le cadre du programme "savoirs pour réussir".

Elles concernent pour l'année 2005-2006, 204 étudiants et 330 jeunes.

Ce bilan négatif résulte de multiples éléments internes et externes.

Pour le public 16-25 non scolarisé les raisons principales de nos difficultés sont peut-être :

• manque de lisibilité de nos actions. Les structures spécialisées dans l'insertion de ces jeunes ne perçoivent pas vraiment l'apport spécifique des étudiants, en comparaison avec les réseaux de parrainage constitués de professionnels disposant d'une connaissance et de réseau dans le monde du travail,

Abdoul et Ismeline se voient deux fois par mois, "On échange des idées, on plaisante beaucoup !"
Photo de Paul Falzon-Monferran

• la volatilité de ce public nécessite la mise en place de réponses très adaptées, l'intervention des étudiants n'a pas toujours la réactivité et la souplesse nécessaire,

• le secteur de l'insertion des jeunes est fortement concurrentiel.

Pour le public 16-25 scolarisé les raisons principales de nos difficultés sont peut-être :

• manque de financement spécifique et de relais locaux,
• pas de priorisation sur ce public en interne.

Il n'en reste pas moins que la problématique de l'insertion des jeunes en difficultés, habitant des quartiers défavorisés, doit rester au coeur de nos préoccupations, et de notre projet associatif. Nous avons donc comme obligation pour les prochaines années, de revoir nos modalités d'action et de pilotage de cette action pour réussir à hisser l'impact de notre action à la hauteur des enjeux sociaux que cette problématique représente.

Annexe 3 :
Programme Insertion

Article du journal “Volontaires” N° 8

Une aide concrète, un échange humain

Par Paul Falzon-Monferran

À Toulouse, les jeunes en difficulté d'insertion sont suivis par des étudiants de l'afev.

Révisions à la chaîne et conseils pour « bien présenter » : les semaines à venir vont être chargées pour Abdoul Diakhate et Ismeline Mathet. Quatre ans après son arrivée en France, Abdoul, 21 ans, vient d'obtenir une promesse de place en CAP de boulangerie à la rentrée prochaine, sous condition notamment qu'il réussisse des tests scolaires. « Et ça, ça va être dur », craint ce jeune Sénégalais installé en banlieue toulousaine. « Je ne suis pas inquiète, il m'a prouvé déjà qu'il était capable de se sortir de situations difficiles », réplique Ismeline, 24 ans, étudiante.

Depuis un an et demi, les deux jeunes se retrouvent une fois toutes les deux semaines dans le cadre de l'action d'insertion menée par l'Afev de Toulouse en liaison avec la mission locale. « La première fois, le rendez-vous était dans une bibliothèque, après ça a été plutôt dans des cafés », sourit Ismeline. « Au début, j'avais surtout besoin de parler français, une langue que je savais écrire mais que je ne maîtrisais pas à l'oral », explique Abdoul. Pour « développer le langage actuel », l'étudiante lui fait alors lire des articles de journaux, plutôt que des livres au style plus formel. Au fil de la discussion, le jeune homme apprend à identifier les différents niveaux de langage : comment s'adresser à un patron, à un ami, à un commerçant... « Je lui demandais aussi de m'expliquer les mots ou les expressions de la vie courante que je ne comprenais pas », raconte Abdoul. Ismeline lui laisse alors chercher lui-même les réponses dans le dictionnaire. « Ce n'était pas facile au début, je ne savais même pas comment étaient rangés les mots... », se souvient-il. En fonction des besoins du moment, les rencontres peuvent se concentrer sur les révisions scolaires, ou au contraire dévier sur des discussions beaucoup plus ouvertes. « On échange des idées, on plaisante beaucoup ! », fait remarquer Abdoul ; « c'est bien qu'il puisse avoir d'autres contacts que le travail ou le foot », pense Ismeline.

L'an prochain, le jeune homme craint un peu de se retrouver « en classe entière, sans suivi individuel ». Son entrée en CAP couronne pourtant un parcours de quatre années où la galère a été souvent au rendez-vous. « Il m'est arrivé de dormir dehors », résume Abdoul. Ces derniers mois, les bonnes nouvelles se sont enchaînées, avec l'obtention d'un appartement puis la décision, après plusieurs petits boulots, de reprendre les études, et enfin l'acceptation de son dossier. « Je dois encore progresser », juge pourtant Abdoul en soulignant « l'apport » de la mission locale et de l'Afev. « Il est autonome, et se débrouille très bien tout seul », relativise Ismeline.

Sur la vingtaine de jeunes que les étudiants de l'Afev Toulouse suivent chaque année dans le cadre de l'action d'insertion, des parcours aussi aboutis que celui d'Abdoul restent rares. « Le lien qui se construit entre le jeune et l'étudiant peut être très vaste, très riche, mais il est aussi très ténu », constate Gwénaël, salarié de l'afev. S'agissant d'un public en difficulté, qui est déjà soutenu par les professionnels de la mission locale pour ce qui touche directement à la recherche d'emploi, l'enjeu pour l'étudiant est de « créer une dynamique » plus large qui facilitera l'insertion. « Le simple fait de demander au jeune d'être à l'heure, de lui laisser organiser lui-même son déplacement dans un lieu qu'il ne connaît pas, est un pas vers sa prise d'autonomie », poursuit Gwénaël. Parfois, le jeune n'arrive pas à franchir ces premières étapes : il est peut-être simplement trop tôt.

Quand le suivi arrive à se mettre en place, l'échange est souvent riche, parfois surprenant. « Il arrive souvent que le jeune demande à l'étudiant : s'il est vrai que je peux réussir sans avoir de diplômes, pourquoi essaies-tu d'en avoir, toi ? rapporte Gwénaël. Inversement, il se rend compte que des gens qui vont à l'université doivent eux aussi se poser la question de leur insertion, que la recherche d'emploi n'est pas si évidente pour eux non plus. »

Insertion : à chaque jeune son parcours Les diplômes ne sont pas tout

Par François Dubet, sociologue, directeur d'études à l'EHESS

Près de 70 % des jeunes d'une classe d'âge obtiennent le baccalauréat et la plupart d'entre eux font des études supérieures. Cette augmentation du niveau scolaire de la population est une bonne chose pour les individus et pour la société. Mais en même temps, comme le montre le mouvement anti-CPE, cet accroissement engendre un certain nombre de difficultés.

1° Il semble que cette massification n'ait pas forcément tenu ses promesses en termes d'égalité des chances quand on compare le recrutement social des formation sélectives et élitistes à celui des formations moins prestigieuses.
2° Dès lors que le nombre des diplômés s'élève considérablement, le sort des jeunes dépourvus de qualifications scolaires se dégrade, comme l'indique leur taux de chômage.
3° La distance entre le nombre de diplômés et celui des emplois qualifiés qui leur correspondent a priori entraîne, notamment dans les formations universitaires de masse, des phénomènes de déclassement, d'inquiétude et de frustration.
4° L'accroissement de la compétition scolaire provoque un phénomène d'orientation négative vers les formations techniques et professionnelles alors même que le marché du travail appelle ce type de qualification.

À partir de ce constat, beaucoup sont tentés de conclure qu'il faudrait revenir en arrière et limiter l'allongement des études et l'accès aux formations supérieures. Évidemment, ce choix conduirait à exclure les élèves les plus fragiles des formations longues sans dire pour autant ce que deviendraient ces élèves, mais la tentation est forte comme le montre le projet d'instauration de l'apprentissage à 14 ans. De plus, bien des pays ont des taux de scolarisation longue aussi élevés que celui de la France, sans connaître pour autant les mêmes difficultés. Plutôt que rêver de limiter la massification scolaire, peut-être faudrait-il penser à changer les règles du jeu à l'intérieur même du système scolaire.

Culture commune

Premier impératif : le sort des élèves qui quittent l'école sans rien, qui devrait être la priorité absolue de la formation commune obligatoire. C'est là que l'objectif de culture commune doit être essentiel. Second impératif : il faut mettre en place un véritable système d'orientation conduisant, d'une part, à valoriser les formations professionnelles, d'autre part, à éviter le fait qu'au nom de la liberté de choix, les étudiants s'engouffrent vers des formations sans perspectives où beaucoup échoueront et où les formations sont fort éloignées du marché du travail. Troisième principe : détendre le calendrier scolaire et faire que la formation s'étende tout au long d'une vie et d'une carrière professionnelle, et que le sort des individus ne se joue pas à 15 ou à 18 ans.

Mais toutes ces mesures, à supposer que nous ayons le courage et la capacité de les mettre en œuvre, seront insuffisantes car elles appellent une mutation culturelle de l'école et de la société sur la croyance dans les diplômes. Si le système scolaire nous semble souvent si injuste c'est parce que nous croyons trop, et beaucoup trop, que les diplômes définissent la valeur et les compétences des individus. Ainsi, ceux qui n'ont pas de diplômes ou qui ne possèdent que des diplômes de faible valeur scolaire sont-ils conduits à penser qu'ils n'ont aucune compétence et que leur destin est déjà joué. Et comme les employeurs partagent souvent cette croyance et que les conventions collectives sont parfois fondées sur la hiérarchie des diplômes, cette représentation pèse lourdement sur les plus fragiles.

Pour rompre avec cette croyance qui finit par écraser beaucoup d'entre nous, peut-être faut-il apprendre à ne pas réduire les élèves, et plus largement chacun d'entre nous, à ses performances scolaires. Combien de "mauvais élèves" sont-ils devenus de "bons professionnels", et combien d'entre eux n'ont-ils jamais pu démontrer leurs compétences non scolaires alors que bien des diplômés ne sont pas toujours excellents une fois leurs diplômes acquis ?

Déscolariser l'école

Aussi une école de masse doit-elle nécessairement se "déscolariser", doit-elle donner aux élèves la confiance en eux à laquelle ils peuvent prétendre même quand leur orthographe reste faible. Elle doit aussi leur permettre de mesurer leur valeur sur des épreuves non strictement scolaires et, surtout, leur permettre de revenir à l'école après l'avoir quittée afin que le destin de chacun ne se fige pas dans son bulletin scolaire.

4. Engagement des étudiants

Groupe d'étudiantes
Photo de Dylan Calves, étudiant bénévole de Nanterre

15ème campagne de mobilisation étudiante "Être utile contre les inégalités"

Les outils de communication

Un tract tiré à 600 000 exemplaires répartis en 21 déclinaisons locales, a été réalisé, en format diptyque, recto et verso quadri comprenant un coupon T détachable permettant aux étudiants d'envoyer leur demande d'information à l'afev sans affranchissement.

Une affiche nationale tirée à 10 000 exemplaires a également été réalisée afin d'être apposée dans tous les lieux de vie étudiante et dans certains lieux publics. Nous avons également réalisé 50 affiches format abribus pouvant être apposées dans les lieux publics.

L'analyse de 74 questionnaires sur la communication « être utile contre les inégalités » en direction des étudiants bénévoles de l'afev suggère globalement un retour positif des étudiants (valeurs de l'afev bien exprimées, information claire, campagne visible).

Le tract et l'affiche restent les vecteurs les plus utilisés d'inscription à l'afev.

Les outils mis en place en 2004 ayant prouvé leur efficacité ont été réutilisés: autocollants, présentoirs, ...

Nous avons poursuivi l'amélioration de notre site internet et des modalités d'inscription en ligne.
Un effort particulier a été fait en terme de présence sur le web parallèlement à une utilisation plus accrue de l'internet par les étudiants, ce qui a permis une forte augmentation des inscriptions par Internet.
Nous avons mis en place un tract électronique, lequel n'a pas fonctionné de manière optimale au vu des difficultés techniques.

Le « livret de l'étudiant bénévole » avec des déclinaisons locales dans certains sites a été remis à chaque étudiant volontaire. Il présente en détail l'afev, ses actions, le rôle des étudiants. Il représente pour l'étudiant le premier lien matériel avec la structure.

Nous avons également publié à l'occasion de la rentrée un numéro de notre journal « Volontaires ! » consacré notamment à la campagne de mobilisations... suite p 12

Le déroulement de la campagne

Les dates de rentrée ont été avancées avec la mise en œuvre généralisée de la réforme Licence Mastère Doctorat. La campagne a démarré le 15 septembre pour se terminer le 30 octobre avec un point d'orgue du 1er au 15 octobre.

Nous avons encore élargi la participation d'étudiants vacataires allégeant le travail des équipes de permanents, ce qui a contribué à accroître la présence de l'afev dans les établissements d'enseignement supérieur.

Le tractage dans les sites universitaires, dans les lieux de vie étudiante (logements et restaurants universitaires, lieux culturels, transports, etc.) et les lieux publics des villes partenaires de l'opération (hôtels de ville, bibliothèques, etc.). est toujours le canal de recrutement drainant la majorité des étudiants, les inscriptions via Internet sont inégalement réparties selon les antennes.

Nous avons mis l'accent dans certains pôles sur la mise en place d'interventions par les bénévoles dans les amphithéâtres pour présenter les actions de l'afev. L'utilisation de ce mode de recrutement très efficace devra être augmentée.

Nous avons mis en place des temps festifs à Lille, Lyon, Toulouse et Paris afin de marquer le lancement de la campagne. Cela s'est traduit notamment par l'organisation de concerts afin d'inviter les anciens bénévoles à reconduire leurs actions. Ces temps festifs ont demandé une grande implication de la part de nos équipes de permanents et le retour en terme de mobilisation étudiante n'a pas répondu à nos attentes.

En terme quantitatif, le nombre d'étudiants bénévoles à la fin de l'année scolaire 2006 a légèrement progressé par rapport à fin juin 05 avec un total de 4174 bénévoles contre 4064 bénévoles à la même période en 2004.

Eléments quantitatifs :

les initiatives étudiantes

Depuis le lancement des « initiatives étudiantes » en 2003, les projets réalisés chaque année par les étudiants, jeunes et enfants de l'afev témoignent de la richesse et de la diversité des engagements possibles à l'afev. Des initiatives étudiantes sont menées dans la quasi-totalité des pôles de l'afev où elles sont proposées dès le début de l'année scolaire aux étudiants, désireux de s'investir dans une dynamique de montage de projets, comme un axe possible d'intervention à l'afev.

Ces projets, très divers en termes de contenu, d'objectifs ou de durée, ont pour point commun de contribuer activement à tisser du lien social et à situer les jeunes comme des acteurs à part entière de la Cité.

La mise en place de coordinateurs d'action chargés notamment d'animer le réseau étudiant au niveau local et d'impulser des dynamiques d'engagement collectives a contribué largement au développement des initiatives étudiantes.

Les initiatives mises en œuvre sont de trois types :

• Les projets menés par les étudiants et visant à promouvoir l'engagement des jeunes dans la lutte contre les inégalités (débats, concerts, cafés citoyens, villages et forums associatifs, projections, etc.).
• Les projets menés par les étudiants et visant à fédérer les étudiants bénévoles de l'afev : journaux locaux, pages régionales du journal « Volontaires ! », forums internet, ...
• Les projets qui dans le prolongement de nos actions d'accompagnement éducatif visent à casser l'enfermement culturel et géographique des enfants et des jeunes suivis et à les positionner comme acteurs de la cité (sorties culturelles, découverte de la ville, ateliers, organisation de fêtes de quartier, réalisation d'expositions, ...). Ces projets sont menés par les étudiants avec les enfants et jeunes suivis.

L'ensemble des initiatives étudiantes réalisées en 2005-2006 a été rassemblé dans le Guide des Initiatives Etudiantes 2005/2006. Outre des fiches descriptives des projets, ce guide propose une aide à la méthodologie de projet, une liste des financements aux initiatives de jeunes ainsi qu'une bibliographie.

La 3è édition des JMJS, Journées Mondiales des Jeunes Solidaires, en avril 2006 a été l'occasion de mettre un coup de projecteur sur un certain nombre de projets réalisés par les bénévoles et jeunes de l'afev.

Les initiatives menées ont également été valorisées pendant le Forum des Initiatives Etudiantes qui s'est tenu lors de l'Université Européenne de l'Engagement fin août 2006.

Article du journal “Volontaires” spécial JMJS

Être bénévole à l’afev : un engagement individuel à vocation solidaire

Entretien croisé avec Pascal Bavoux, sociologue (cabinet Trajectoires-groupe Reflex), et Jérôme Sturla, directeur délégué de l’afev.

Dans quel contexte se situent les formes d’engagement proposées par l’afev ?

P. Bavoux : Alors que l’individualisme, en tant que grand concept de notre civilisation occidentale, s’accompagne de plus en plus de phénomènes d’atomisation, de solitude et d’égocentrisme se pose la question : comment parvenir à relier ce que nous avons tendance à fragmenter, à séparer ?
Dans un contexte où de nombreuses associations peinent à mobiliser des jeunes, l’afev non seulement capte des individus déjà sensibilisés, mais aussi et surtout une majorité de nouveaux venus dans le monde associatif et bénévole.
Concernant ces derniers, il est important de souligner le caractère fondamental que revêt un premier engagement, tant on sait qu’il est souvent prometteur en termes d’investissement et de mobilisation futures pour d’autres actions à dimension collectives.

J. Sturla : L’aspiration à un monde meilleur, substitutif au « rêve d’un autre monde », reste une valeur dominante chez les jeunes.
Les structures collectives issues de la société civile qui prétendent intervenir ou contribuer à l’amélioration du fonctionnement de nos sociétés doivent mesurer cette évolution.
En privilégiant l’action comme vecteur de son intervention sociale, l’afev intègre dans sa démarche que la complexité du monde ne s’ordonne plus simplement d’un point de vue idéologique.
En permettant à des milliers de jeunes d’accomplir des actes de solidarité sur des territoires, à l’échelle locale, cette association démontre que des dynamiques de mobilisation collective, d’un nouveau type, peuvent facilement se mettre en œuvre.

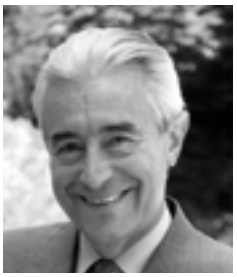
En quoi ces nouvelles formes d’engagement tranchent-elles avec le passé ?

P. Bavoux : Les étudiants de l’afev s’investissent dans leurs actions surtout en tant qu’individus, et beaucoup moins comme membres d’un corps qui défendrait une cause collective.
De plus, leur engagement est pluriel et dépasse le seul cadre de l’association. Celui-ci se manifeste à la fois par le choix de plusieurs associations à travers lesquelles on mène différents types d’actions, ainsi que par le choix d’une implication citoyenne de tout instant.
Deux motifs principaux expliquent l’engagement des étudiants à l’afev: être utile à la société et aider des publics défavorisés.
La volonté d’être utile et l’exigence d’action président donc immanquablement à ce type d’engagement étudiant. Ceux-ci exigent avant tout une participation active et concrète à la société dans laquelle ils vivent ainsi qu’une mise en pratique immédiate des idées et des valeurs qu’ils soutiennent.
Ces étudiants ne portent donc pas une vision globale du monde qu’ils souhaiteraient soutenir à travers l’engagement d’un collectif. On ne se situe pas du tout dans un militantisme prosélyte, au sens où le collectif s’affiche comme un spécialiste du devoir-être, qui agit et fait agir au nom du futur, du bien, et qui prétend créer un homme nouveau. On se situe au contraire dans la référence à un principe, un enjeu avec une exigence profonde d’action pour la mettre en œuvre.

J. Sturla : Pour caractériser les motivations d’engagement du réseau des bénévoles de l’afev nous nous rapprocherons de la thèse du sociologue américain Mancur Olson relative à la théorie « des groupes latents».
Selon lui, « il existe des ensembles important d’individus interdépendants qui ont des intérêts communs et pourtant ne se constituent pas en groupe sauf si un entrepreneur d’action collective les mobilise ».
En appliquant ce raisonnement à l’afev, nous faisons jouer à cette structure le rôle de « l’entrepreneur d’actions collectives » qui agit auprès d’acteurs qui ne se connaissent pas entre eux, mènent tout au long de l’année des actions de suivis individuels dans le domaine de la solidarité et dont l’interdépendance correspond à un même désir d’engagement auprès des autres.
En effet, à travers la mise en place d’actions de solidarité, cette association favorise l’engagement individuel de jeunes qui ont la volonté d’être utile à la société dans son ensemble.

Ainsi, nous pourrions définir l’afev comme un collectif « d’engagements individuels à vocation solidaire».

Article du journal “Volontaires” N° 9



« Plan 100 000 : l’afev a un rôle décisif à jouer »

Gilles de Robien, Ministre de l’Éducation nationale

Pour relancer l’éducation prioritaire, vous vous appuyez sur d’autres acteurs que ceux de l’Éducation nationale : outre le renforcement de la place des parents, vous avez choisi d’investir 100 000 étudiants auprès de 100 000 enfants.

Qu’attendez-vous de cet accompagnement?

100 000 pour 100 000 est en effet l’une des actions de relance de l’éducation prioritaire. La mobilisation d’étudiants tuteurs vise en effet en priorité les élèves des établissements de l’éducation prioritaire. Les élèves d’origine modeste doivent, plus que les autres, être accompagnés dans la construction d’une ambition. En s’inspirant des expériences de tutorat déjà nombreuses, j’ai souhaité mobiliser 100 000 étudiants au service de 100 000 élèves. Il s’agit, en lien avec les équipes éducatives et le réseau associatif, de proposer à des étudiants volontaires d’accompagner des élèves qui ont un potentiel, mais qui, pour des raisons diverses, ne donnent pas le meilleur d’eux-mêmes à l’école.

Des étudiants tuteurs en première année d’école ou en deuxième ou troisième année de licence accompagneront un ou plusieurs élèves tout au long de leur année scolaire, pour les sortir de leur quartier, les aider à bâtir leur projet d’avenir en fonction de leurs goûts, de leurs points forts, leur apporter un soutien méthodologique, leur faire découvrir le monde de l’enseignement supérieur en leur proposant des rencontres avec des étudiants et des enseignants de l’enseignement supérieur.

Conduire les jeunes vers une orientation positive est un objectif affiché, cette expérience participe-t-elle d’une refonte du système national d’orientation ?

Globalement, l’engagement social des étudiants dans des actions solidaires pendant leur parcours de formation n’est pas assez développé en France, sans doute en partie parce qu’il n’est ni reconnu, ni valorisé comme partie intégrante de leur formation. Quand on voit que pour des étudiants de certaines grandes écoles, c’est un passage obligé, on se dit que le tutorat d’élèves par des étudiants est non seulement utile aux élèves qui sont accompagnés, mais aussi très formateur pour les étudiants qui s’y engagent. La philosophie de l’opération 100 000 pour 100 000 est bien d’aider des élèves à construire une ambition et donc, en effet, à envisager leur propre orientation de manière positive. Pierre Lunel, le nouveau délégué interministériel à l’orientation, travaille à la mise en place d’un schéma national de l’orientation. Le sujet de l’orientation est évidemment complexe et engage des acteurs extrêmement nombreux et divers. Mais c’est vrai, le tutorat, à la fois d’élèves par des étudiants et d’étudiants par d’autres étudiants plus avancés, me paraît une bonne pratique généralisable dans le cadre d’un système qui, en tout cas, devra laisser plus de place à une orientation réfléchie, accompagnée, choisie !

La rentrée universitaire est bien avancée, comment se passe concrètement la mise en œuvre de ce plan 100 000 ? Et quelle place voyez-vous pour l’afev dans ce dispositif ?

L’opération 100 000 pour 100 000 est lancée. Dans chaque académie, les recteurs pilotent cette mise en synergie des bonnes volontés de l’enseignement scolaire et de l’enseignement supérieur.

Nous sommes au stade de la mise en place du dispositif. Avec François Goulard, ministre délégué à l’enseignement supérieur et à la recherche, nous lancerons une grande campagne de communication dans le courant du mois d’octobre pour mobiliser les étudiants volontaires. Mais d’ores et déjà de nombreux projets, très prometteurs, ont été montés. Nous avons évidemment besoin de la mobilisation pleine et entière d’associations comme l’afev, qui ont une vraie compétence, une vraie expérience en matière de tutorat.

L’afev, avec toutes les autres associations mobilisées dans l’opération 100 000 pour 100 000, a un rôle décisif à jouer. Les étudiants volontaires doivent être recrutés, formés et accompagnés dans leur démarche. Le réseau associatif est donc une interface indispensable entre établissements scolaires et établissements d’enseignement supérieur. C’est pourquoi j’ai demandé, dès le printemps dernier, à ce qu’il soit pleinement associé à la démarche. Je dois dire que j’ai trouvé chez les associations, dès la conception du dispositif, un enthousiasme et une mobilisation très encourageants.
L’Éducation nationale a l’habitude de travailler avec les associations, c’est une bonne habitude qui doit être la plus étendue possible. Nous partageons un même objectif : la réussite des jeunes.

Promouvoir

et

Réfléchir

L'Engagement solidaire

Deuxième partie

1. Le livre

Être utile, regards sur l'afev

L'afev a publié le livre Être utile. Quartiers défavorisés, jeunes en difficultés : des étudiants s'engagent. Cet ouvrage croise les regards de responsables de la société civile, d'acteurs bénévoles ou salariés de l'afev, et de sociologues, pédagogues et chercheurs comme Philippe Meirieu, Jean Viard, Jacques Donzelot, François Dubet, Jacques Ion, Jean-Claude Richez. Il est enrichi d'un cahier central de témoignages écrits et visuels.

Extraits de l'étude action menée par Pascal Bavoux et Valérie Pugin du Cabinet Trajectoires-Reflex)

Agir être utile, plutôt que refaire la société en parole

Deux principaux motifs expliquent l'engagement des étudiants à l'afev : être utile à la société et aider des publics défavorisés. En effet, à la question "pourquoi avez-vous souhaité vous engager à lafev ?", la modalité citée en premier choix par les étudiants parmi neuf modalités est "le souhait d'être utile à la société" (35%). C'est aussi la première explication donnée par les salariés concernant les raisons de l'engagement étudiant. A la question "pourquoi avez-vous choisi l'afev plutôt qu'une autre structure pour pratiquer votre activité bénévole ?", 27% des étudiants répondent en premier choix qu'ils savaient que l'afev intervenait auprès de publics défavorisés pour lesquels ils souhaitaient s'investir. La volonté d'être utile et l'exigence d'action président donc immanquablement à l'engagement étudiant. Ils exigent une mise en pratique immédiate des idées et des valeurs qu'ils soutiennent.

Par opposition au prosélytisme, une éthique de la responsabilité

Si les étudiants ne s'engagent pas, ou si peu, pour changer la société (3% seulement), on ne se situe pas pour autant dans l'absence de ligne directrice, de projet, d'idées ou de valeurs. En effet, la solidarité constitue un axe qui guide leur action. C'est cela qu'ils signifient lorsqu'ils s'investissent auprès de publics qui en ont besoin. C'est également pour cette raison qu'ils estiment, pour la quasi-totalité d'entre eux (92%), qu'il est important d'exercer leur activité au sein de l'afev en tant que bénévole.... suite p 16

Cela leur permet en majorité de mener un acte gratuit et solidaire (20%), d'aider les plus démunis et de lutter contre les inégalités (11%), d'apprendre aux aurtes (17%) et de se sentir utile (15%). Cette exigence de solidarité répond d'ailleurs très clairement à ce qui les interpelle dans notre société actuelle, à savoir les inégalités (entre les individus : 21,5% ; le développement d'une société individualiste : 14% ; les inégalités entre les peuples : 13%).

De façon très cohérente, les principaux enjeux qu'ils identifient pour construire la société de demain sont la lutte contre les inégalités (39%), le développement de la solidarité entre les peuples (30%). Ces étudiants ne portent donc pas une vision globale du monde qu'ils souhaiteraient soutenir à travers l'engagement dans un collectif. On ne se situe pas du tout dans une militantisme prosélyte, au sens où le collectif s'affiche comme un spécialiste du devoir-être, qui agit et fait agir au nom du futur, du bien, et qui prétend créer un homme nouveau. On se situe au contraire dans la référence à un principe, un enjeu avec une exigence profonde d'action pour le mettre en oeuvre. Par opposition à la morale définie comme universelle et surplombante, on peut alors parler d'éthique comme venant d'en bas, locale, et se vivant au plus proche. Il s'agit "d'éthiques amorales" qui "n'obeissent pas à une perspective à long terme, et surtout ne prétendent pas à être généralisables" soit une éthique "minimale et modeste". Pour autant, on est bien là dans une éthique de la responsabilité, dans le sens aù chaque individu, plutôt que le groupe, se sent responsable de ses propres actes.

Ainsi, les étudiants qui s'engagent à l'afev n'ont-ils pas pour projet de tenter de faire évoluer leur société en y participant directement au moyen de leur action, en faisant confiance non pas en la parole d'autrui mais en leurs propres moyens, qualités et compétences.

L'afev, un espace d'enrichissement personnel

Les volontaires témoignent de manière significative de ce que leur apportent les échanges qu'ils entretiennent avec le public aidé et l'action qu'ils mettent en oeuvre.

La majorité des étudiants découvre un public qu'elle ne connaissait pas jusqu'alors (53%).

Céline étudiante bénévole à Valenciennes
Photo de Christophe Loiseau

A travers leur action et leurs échanges, les étudiants découvrent pour la plupart un nouvel univers. Et ils affirment spontanément s'enrichir à ces contacts, en termes de développement de la personnalité, d'apprentissage de la tolérance, de la communication et de la responsabilisation. Un tiers d'entre eux soutient ce point de vue en réponse à la question ouverte : "globalement, que vous apporte le fait d'être volontaire à l'afev ?".

De plus, leur participation aux activités de l'afev les sensibilise aux problématiques et aux difficultés des publics des quartiers. 37% des volontaires mentionnent en effet cette modalité pour la question visant à connaître ce que leur permet leur participation à l'association. Les étudiants soulignent le fait qu'ils améliorent aussi leurs connaissances et leur pédagogie dans un champ qui fera sans doute, pour une partie d'entre eux, partie de leur domaine professionnel.

2. Pas de quartier pour les inégalités

Appel

Les jeunes qui se sont opposés aux forces de l'ordre et ont manifesté violement en novembre 2005 ne viennent pas de nulle part, ni d'ailleurs, ni d'à côté.

Ils sont les enfants de la République. Ils sont le produit de notre société et en premier lieu, parce qu'ils sont en majorité très jeunes, ils sont aussi le produit de notre système éducatif. Cette précision nous paraît nécessaire au moment où apparaissent dans les discours des séparations voire des ségrégations entre "vrais" et "faux" jeunes, entre ceux qui veulent s'en sortir et ceux qui ne le voudraient pas (???), entre ceux qui vont à l'école et ceux qui n'y vont plus. Qu'on le nomme fracture, fossé ou exclusion, ce phénomène est à l'oeuvre dans notre société depuis plus de vingt ans. Et depuis quinze ans, l'afev refuse cet état de fait, qui sépare des jeunes accédant de plus en plus facilement à l'information, la culture, à la mobilité, d'autres jeunes assignés à résidence.

Notre refus de cette séparation, nous le mettons en oeuvre concrètement en poursuivant un objectif : créer du lien social. Les étudiants bénévole de l'afev vont au-devant de ces enfants et de ces jeunes pour les accompagner dans leur scolarité, les aider à trouver un stage, à faire un CV, tandis que d'autres encore leur font découvrir leur propre ville et ses ressources.
Avec l'afev, premier réseau national d'accompagnement à la scolarité, ce sont plus de 150 000 enfants qui ont été accompagnés et ont découvert, dans leur rencontre avec un étudiant, que la réussite scolaire était possible. Bien d'autres acteurs les aident dans leur orientation, à partir en vacances, à accéder à l'informatique ... mais nos efforts resteront vains si, dans le même temps, notre société ne met pas tout en oeuvre pour réparer ses erreurs et ses manques ; et, en premier lieu, dans son système éducatif. Près de 150 000 enfants et jeunes sortent du système scolaire sans formation suffisante pour entrer dans la vie active. Cette vague d'échecs se renouvelle chaque année, sans aucune amélioration depuis vingt ans. Ces jeunes ne sont pas seulement en échec scolaire, ils ont été "vaincus" par le système. Ils n'ont pas seulement échoué à un examen, ils ont été sortis de "la" voie de la réussite. Et ils en sont bien conscients.
Nous ne voulons pas être les Sisyphe du XXIème siècle. Nous voulons redonner espoir et envie à tous ces jeunes. La mobilité sociale, spatiale et professionnelle doit être accessible à tous, la séparation territoriale ne doit pas conduire à un apartheid social. Les événements de novembre ne nous découragent pas : ils nous mettent en colère contre ce gâchis et nous poussent à démultiplier encore nos interventions.

Nous avons lancé notre campagne "Pas de quartier pour les inégalités !", pour appeler l'ensemble des étudiants à prendre l'initiative, pour permettre de lancer des ponts entre toutes les parties de la jeunesse, pour donner la parole à toutes les jeunesses.
Ne rien faire, c'est laisser s'enkyster une ségrégation mortifère pour notre démocratie.

Ne nous trompons pas : ce n'est pas seulement le calme de nos quartiers qui est en jeu mais bien un choix de société, un choix de valeurs. La solidarité et le partage contre l'égoïsme et l'individualisme.

3. Les JMJS

Pas de quartier pour les inégalités !

Du 29 mars au 16 avril dernier, entre débats, concerts et autres animations, plus de 40 000 jeunes à travers toute la France ont partagé leur envie de changer le monde.

Récit de la troisième édition des "JMJS", les Journées Mondiales des Jeunes Solidaires par Charlotte Alix.

A l'initiative de l'ONU, dans plus de 125 pays, les "JMJS" s'organisent chaque année dans le but de promouvoir l'engagement des jeunes et de susciter l'envie d'être solidaire. L'occasion de rassembler toutes celles et ceux qui, par leurs actions, font avancer la solidarité en portant un regard constructif sur les problèmes rencontrés par les jeunes dans les quartiers.

Un pouvoir de changement

Chaque année, les JMJS, à travers les initiatives qu'elles mettent en lumière, prouvent que la jeunesse est une ressource. C'est probablement le groupe de Rap La Brigade qui résume le mieux l'esprit de cet engagement : "Chaque individu a un pouvoir de changement quelles que soient ses armes. C'est la somme de toutes ces initiatives qui peut créer de grandes choses", explique t-il.

Paris, Roubaix, Nantes, Toulouse et Lyon ont, pour l'édition 2006, rendu hommage à l'engagement solidaire, dans une ambiance où débats et fêtes se sont mêlés. Sous le signe de la convivialité, expositions, forums associatifs et concerts engagés ont rythmé ces deux semaines.

Regards sur une jeunesse trop souvent stigmatisée

Zoom sur les JMJS de Lyon, le 6 avril : la jeunesse mobilisée et solidaire s'est retrouvée au Transbordeur, plus de 2 000 personnes, étudiants, bénévoles, citoyens, ... se sont empressés de prendre part aux discussions et aux concerts.. suite p 19

Fanfare Shaber à Roubaix
Photo de Christophe Loiseau

Des regards croisés sur une jeunesse en mal de repères, trop souvent stigmatisée, ont donné lieu à de vifs échanges sur "quelles révoltes pour quel changement ?" et "l'éducation pour exister" ; le pretexte aussi pour dresser un état des lieux pertinents, émaillé de témoignages et de suggestions à méditer.
Place à la fête ! Sur scène, les sonorités word de Lo'jo et le Ska endiablé de N&SK ont enflammé la salle. La soirée s'est achevée au son de l'électronique, quand les pointues Nuits Sonores ont investi la scène et les platines. En donnant le meilleur d'eux-mêmes, les artistes ont voulu manifester leur engagement et remercier les bénévoles.

Dans les autres villes, même réussite

A Paris, le rendez-vous était donné le 29 mars au Cabaret Sauvage qui, après un débat citoyen sur "inégalités et éducation", a fait place au talentueux Bams, La Brigade, K2R Riddim et Commando Collègues.

A Lille et Roubaix, le 5 avril, la fanfare Shaber a accueilli plus de 1 000 visiteurs autour d'animations très variées. Les Blaireaux et MAP ont clôturé la soirée, toujours en musique.

A Nantes, le 8 avril, un parcours expérimental sur l'engagement et une exposition de portraits de bénévoles ont éveillé la curiosité des visiteurs, invités à s'enflammer aux rythmes de Lo'jo, Santa Micaira Orkestar et Smith et Wesson.

Enfin, à Toulouse, les 12 et 13 avril, entre concours de graffitis, courts métrages et débats, 5 000 jeunes présents ont pu acclamer aux Zénith La Phaze ou encore Dyonisos.

Forum associatif à Lyon
Photo de Mathias Bocabeille

Débat à Lyon
Photo de Mathias Bocabeille

4. Evaluation de l'action éducative de l'afev

Quels enjeux pour l'afev ?

L'afev a été créée en 1991 pour mobiliser des étudiants bénévoles auprès d'enfants et de jeunes en difficulté dans les quartiers défavorisés. Ce projet portait l'ambition de tisser du lien entre deux jeunesses, celle étudiante en voie de réussite et celle qui, par son environnement, rencontre plus de difficultés.
15 ans après sa création, l'afev mobilise chaque année 5 000 étudiants bénévoles auprès de 8 à 9000 enfants au travers d'actions d'accompagnement éducatif individualisé (accompagnement à la scolarité, accompagnement vers la lecture, accompagnement vers l'orientation,...). Ces étudiants s'investissent au minimum 2h par semaine, ce qui représente un volume de 300 000 heures de bénévolat par an.
Ces étudiants sont suivis par 70 salariés répartis en 24 pôles de coordination. Ces actions sont présentes dans 180 villes et font toutes l'objet d'un co-portage avec les collectivités locales, les établissements scolaires, et les structures de quartiers.

Aujourd'hui certains éléments montrent que nos actions fonctionnent :

• les étudiants se mobilisent massivement,
• des liens privilégiés s'établissent avec l'enfant et les jeunes suivis, parfois avec leur famille,
• les acteurs éducatifs locaux reconnaissent l'utilité sociale de l'action.

L'afev est, ainsi, de plus en sollicitée pour développer et une généraliser son action, que ce soit dans le cadre du plan de cohésion sociale (inscription de l'afev dans le cadre de la réussite éducative,) du plan de relance de l'éducation prioritaire (plan 100 000 étudiants bénévoles, collège ambition réussite,..) ou encore dans le cadre des politiques volontaristes; de certaines collectivités locales en directions des quartiers prioritaires (plan d'action de la région Rhônes -Alpes,...).
Arrivée à une période charnière de l'histoire de l'afev, il nous apparaît plus qu'essentiel de baser ce futur développement sur une évaluation conséquente de l'impact et de la plus value sociale de nos actions d'accompagnement éducatif. Cette évaluation doit nous permettre d'analyser ce que l'on fait aujourd'hui pour mieux se projeter dans ce que l'on devrait faire.

Quelle démarche d'évaluation

L'afev n'en est pas à sa première démarche d'évaluation, puisque trois recherches ont déjà été réalisées par des structures extérieures; elles ont principalement porté sur le fonctionnement de la structure et l'implication des étudiants :

• "l'afev une expérience singulière" CERP - Christine Dourlence 1994,
• "Le bénévolat étudiant" Cesol - Dan Feran Beckman 2001,
• "Engagement des étudiants, développement local et éducation populaire" - Trajectoires/reflex Pascal Bavoux 2004.

Cette dernière production a abouti à un ouvrage collectif «Etre utile. Quartiers défavorisés, jeunes en difficulté : des étudiants s'engagent » 2006 qui croise le regard de chercheurs, sociologues, bénévoles et responsables de la société civile. Elle a, à plus d'un titre, été la plus intéressante et déterminante des évaluation menées à l'afev.. suite p 21

Nous souhaitons donc poursuivre le travail engagé avec ce cabinet sur cette nouvelle évaluation. Cette analyse scientifique et qualitative de la plus-value sociale des actions d'accompagnement éducatif de l'afev, porterait sur les présupposés affichés par l'association sur l'impact de ses actions :

• mise en place d'une aide individualisée qui apporte une réponse adaptée aux besoins spécifiques de l'enfant,
• développement de l'ouverture et l'enrichissement de l'enfant et de l'étudiant en créant la rencontre de deux mondes qui s'ignoraient,
• acquisition et maîtrise des apprentissages et les savoirs transmis à l'école pour les enfants qui en ont le plus besoin,
• renforcement de la légitimité des parents dans leur rôle éducatif auprès de leur enfant,
• influence sur la collectivité en développant la solidarité et en participant à l'affirmation de la fonction collective et partagée de l'éducation.

Quelle méthodologie ?

Le comité de pilotage de l'évaluation

Un comité de pilotage rassemblant l'ensemble des financeurs nationaux publiques de l'afev a d'ores et déjà été constitué (DGAS (Mme Fabius), Education Nationale, (Mr Brisset), DPM (Mr Morin),F ASILD (Mme Charbonnel), Délégation Interministérielle à la Ville (Mr Goepfert), CNAF (Mr Bedon), INJEP (Mr Bier), Fondation de France (Mme Castera)).
Il se réunira deux à trois fois par an pour assurer un rôle d'orientation et cadrage de l'évaluation.

Le comité d'Accompagnement de la procédure d'évaluation

Composé de salariés, de bénévoles et des représentants des collectivités locales, ce comité se réunira tous les trois mois, à l'Injep, sous forme de séminaire de travail d'une journée et demie. A chaque séminaire seront conviés des chercheurs qui, par la nature de leur travaux, pourront éclairer et modifier le processus d'évaluation. Ce mode de fonctionnement avait été mis en œuvre lors de la précédente évaluation et avait permis d'associer à nos travaux Francois Dubet, Philippe Meirieu, Jacques Donzelot,....

Les outils utilisés

Un référentiel sera élaboré qui constituera l'outil principal d'évaluation. Ce document présentera : les hypothèses d'évaluation, les indicateurs, la méthodologie retenue.

Des grilles d'évaluation porteront sur trois actions d'accompagnement individualisé choisies que sont :

• l'accompagnement vers la lecture (grande section de maternelle),
• l'accompagnement à la scolarité au niveau primaire,
• l'accompagnement à la scolarité au niveau secondaire.

Chacune de ces grilles interrogera les cinq objectifs définis pour cette évaluation (se reporter à : «quelle démarche d'évaluation »).

Le Calendrier

Janvier / juillet 2006 : initiation élaboration du référentiel par le cabinet Trajectoires- Reflex et présentation aux membres du comité de pilotage national évaluation.
Juillet 2006 / août 2007: finalisation référentiel et mise en oeuvre évaluation sur 5 sites pilotes.
Août / décembre 2007 : analyse des données , publication de l'étude, modélisation,diffusion.

Quels enjeux pour le champ de l'accompagnement éducatif ?

Accompagné dans sa professionnalisation dans le cadre des « Activités Educatives Périsscolaire», développé grâce à la politique de la ville et au contrat d'accompagnement à la scolaire, le champ de l'accompagnement éducatif des territoires prioritaires est actuellement en pleine mutation sous l'effet conjugué de plusieurs évolutions :

• Le développement de l'offre du secteur marchand privilégiant une approche de soutien scolaire.
• La mise en œuvre du dispositif de réussite éducatif privilégiant l'accompagnement individuel des enfants les plus en difficulté.
• La remise en question des contrats Clas, et la fin des contrats de ville.
• La poursuite de la décentralisation et le changement engagé d'une culture de moyens à une culture de résultats dans le champ de l'action publique (impulsé notamment par la loi organique relative aux lois de finances).

Or, plus que jamais au vu de l'urgence sociale, il est important de relégitimer l'action associative dans ce champ, mais aussi redéfinir les contours de son action en les adaptant à cette nouvelle situation.
L'évaluation de l'action de l'afev, premier réseau d'accompagnement à la scolarité dans ces quartiers, doit contribuer à cette nécessaire adaptation.
En ce sens , la publication, par l'injep, des résultats de cette évaluation, mais plus encore des outils d'évaluation utilisés servira a l'atteinte de ces objectifs.

5. Université Européenne de l'Engagement

« Être mobile pour renouer le fil »

Le campus toulousain du Mirail, les 29, 30 et 31 août 2006, a été le théâtre de la deuxième Université Européenne de l'Engagement (U2e) organisée par l'afev

Les travaux du cru 2006 de l'U2E ont porté sur la notion de mobilité ; elle fut l'occasion de réunir les salariés et bénévoles de l'afev et d'autres associations européennes, des responsables associatifs et éducatifs, des élus et des chercheurs, en situant les regards et champs d'expérience à un niveau européen.

"Atelier en herbe"
débat studieux et passionné sur les pelouse de l'Université Toulouse Le Mirail
Photo afev

◗ Mardi 29 août : S'intégrer pour rencontrer les autres

Le matin, lors du **premier café-débat,** Olivier Brachet, directeur de Forum Réfugiés, et Jean-Claude Guiraud, vice-président du CCPS (Comité de coordination pour la promotion et en solidarité des communautés en difficulté, migrants et tsiganes), ont été invités à s'exprimer sur **les flux migratoires et leur régulation.** Ensemble, ils ont tenu à mettre en garde les participants sur les nombreuses idées reçues, et véhiculées, à propos des mouvements de populations.

Parallèlement se tenait un **deuxième café-débat** avec Vincent Tiberj, chercheur au Cevipof (Centre d'étude de la vie politique française), qui a provoqué le débat et donné matière à réflexion en revenant sur **la discrimination positive.** Il s'est demandé ce que signifiait « être français », en stigmatisant une société incapable de se penser comme multiculturelle et plurielle. « Égalité–équité, faut-il traiter les gens de manière égale ou équitable ? », s'est interrogé le chercheur.

Les ateliers de l'après-midi ont porté sur le rapport masculin-féminin, l'égalité des chances et les gens du voyage, ainsi que sur une expérience d'ateliers de découverte «Ethnokids» mettant en scène des enfants nouvellement arrivés en France et des enseignants à travers la démarche de l'ethnologue.

◗ Mercredi 30 août : Trouver ou retrouver sa place dans la société

Premier café-débat : doit-on repenser la politique carcérale ?
L'interrogation est pertinente, car il s'avère paradoxal qu'une personne qui sorte de prison ait plus de chance d'y retourner que si elle n'y avait pas séjourné. Clémence Patureau, la présidente du Genepi, et Bernard Bolze, animateur de la campagne «Trop c'est Trop» (pour le numerus clausus dans les prisons), en ont appelé à privilégier les peines non carcérales lorsqu'elles étaient envisageables, à travailler en amont et en aval de l'incarcération, en direction des populations les plus exposées. Et à faire pression sur les autorités pour qu'elles s'accordent à ne pas envoyer plus d'une personne par place en prison, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Lors du **deuxième café-débat**, Claude Azéma, membre du Conseil économique et social, est venue parler de **l'insertion** des jeunes diplômés en compagnie de Thierry Soret, délégué général de l'association Confrontations Europe. Selon elle, «les difficultés d'insertion des jeunes sont vécues comme une souffrance... suite p 23

Lecture de Volontaires !
Photo afev

Ils se sentent submergés par le contexte économique changeant. Ils ne maîtrisent pas non plus ce que les entreprises attendent ». Elle a ensuite évoqué « le manque d'information dans le système d'orientation», la faible présence du monde économique dans l'enseignement, et a plaidé en faveur d'une plus grande professionnalisation de toutes les filières.

Après la projection du Plafond de verre, un film de Yasmina Benguigui, les réflexions se sont achevées par une réception à la mairie de Toulouse en compagnie du maire, Jean-Luc Moudenc.

Jeudi 31 août : Quelle(s) violence(s) urbaine(s) pour quel(s) message(s) ?

Olivier Bertrand, journaliste à Libération, a été invité à présenter son métier et le rôle des médias dans la crise urbaine qui a traversé le pays au mois de novembre 2005.

Un autre **café-débat**, en compagnie du sociologue Pierre Billion, a permis de se pencher sur la place **des jeunes dans ces événements**, ou sur le lien entre ces violences et le quotidien dans les zones sensibles.
L'occasion notamment de revenir sur les stigmatisations et les sous-entendus inhérents aux expressions de «jeunes des quartiers» ou «issus de l'immigration». Différents ateliers auront aussi permis de faire le point sur la citoyenneté européenne ou sur la solidarité Nord-Sud.

Dans une université du Mirail dont les murs portent encore les stigmates des manifestations contre le CPE, les réflexions furent riches en enseignements et en échanges. Les débats se sont clos sur l'intervention de Stéphane Beaud, sociologue de terrain ayant longuement travaillé sur les jeunes des cités, qui est revenu sur la représentativité de certaines catégories de population à qui la parole est souvent confisquée dans les médias.

Article rédigé par Mathias Bocabeille

6. Eva

Le réseau EVA

L'afev est à l'initiative du réseau EVA (European Volunteers in Action), un réseau européen de volontaires impliqués dans des actions de solidarité de proximité.

Depuis son lancement en Août 2005, nous nous attachons à répondre aux objectifs suivants :

• Mettre en place une plate-forme d'échanges dans les champs de l'éducation non formelle, de la lutte contre les discriminations et des échanges internationaux.

• Développer des projets de coopération avec des partenaires européens et particulièrement dans le cadre du Programme Européen Jeunesse.

• Promouvoir la contribution de la jeunesse dans le processus de construction européenne.

• Faire reconnaître le volontariat étudiant de solidarité au niveau européen.

Cette première année d'existence a été marquée par une structuration du réseau et par plusieurs rencontres :

• un séminaire action 5 à Paris (février 2006) a permis une première rencontre et a donné lieu à plusieurs échanges de pratique sur l'Education non formelle, la lutte contre les discriminations et les échanges internationaux,

• un deuxième séminaire a été organisé à Ljubljana (juillet 2006) par un des membres slovènes afin de poursuivre les premiers travaux initiés à Paris et définir la structuration du réseau,

•l'afev a également invité les membres du réseau et de nouveaux partenaires européens à participer au 9éme Congrès de l'Association internationale des Villes Educatrices. Un travail de groupe sur la thématique d'Education non formelle a été présenté par plusieurs membres du réseau lors du Congrès off de l'AIVE. Cette dernière rencontre a permis de faire entrer de nouveaux membres européens dans le réseau EVA.

De ces échanges sont nés quatre grands projets qui rythmeront l'année 2006-2007 :

• un séminaire de formation sur la lutte contre les discriminations organisé par l'association « Via Pacis »de Budapest et le réseau européen EPTO (printemps 2007).

• des projets d'échanges de volontaires entre plusieurs associations membres du réseau EVA.

• une rencontre internationale sur l'engagement des jeunes organisée par le réseau EVA et l'association catalane « Casal de joves » à Barcelone (avril 2007).

• La participation du réseau EVA dans l'organisation de l'Université européenne de l'AFEV en Août 2007.

Pour faciliter les échanges et permettre de dialoguer avec les membres du réseau un forum de discussion a été créé : **www.eva-network.eu**

Les Associations membres du réseau EVA: Oz Duha www.oz-duha.sk (Slovaquie), Cercle Lituanien des Etudiants Francophones www.clef.lt et le Conseil de la Jeunesse Lituanien www.lijot.it (Lituanie), Via Pacis NIE www.viapacis.ngo.hu et la Foundation for Democratic Youth www.i-dia.org (Hongrie), Slovene Philanthropy www.filantropija.org (Slovénie), le Casals de Joves www.casalsdejoves.org, (Espagne), Fims Alliance www.allianze.biz (Estonie), Bapob www.bapob.de (Allemagne) Conservation Volunteers Northern Ireland www.cvni.org, (Irlande du Nord), EPTO (Réseau européen de formateurs sur la lutte contre les discriminations) www.epto.org Belgique et Luxembourg.

Portrait de Volontaire
Anita - 25 ans - Budapest - Hongrie

« Je suis membre du bureau de "Via Pacis", la branche hongroise de l'ONG Youth Action for Peace (YAP). C'est un mouvement de jeunes en faveur de la paix, né après la première guerre mondiale, qui organise des chantiers avec des jeunes venus du monde entier. A travers un travail d'intérêt local, ils apprennent à découvrir les autres et ainsi à construire une culture de paix et de fraternité. J'ai participé à l'Eurotour organisé par l'afev en 2004 et je m'apprête maintenant à faire un an de Service Volontaire Européen à Bruxelles.

J'aime beaucoup l'idée de l'afev de demander deux heures par semaine aux étudiants. J'espère que le réseau permettra de développer cela en Hongrie, mais là-bas il n'y a aucune culture de l'engagement dans les facs. L'Université Européenne de l'Engagement se passe très bien pour moi, tout est sympa et bien organisé ... sauf peut-être en matière de langage car tout le monde ne prale pas français : il faudrait prévoir plus d'interprètes ou tenir des débats en anglais ... ».

Rapport Financier

Troisième partie

1. Rapport financier

Le budget définitif 2005-2006 s'élève à 3 985 031€ soit une augmentation de 9,83% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation se compose d'une hausse de notre activité (qui se traduit financièrement par une progression de 430k€ de notre budget) et par un recul budgétaire de 100k€ sur les JMJS.

Le résultat dégagé cette année est de 27 640,90€ contre 49,68€ en 2004-2005 soit une progression particulièrement notable qui couronne de succès une année d'efforts importants.

Nous avions clos notre rapport 2004-2005 sur le constat d'une situation financière dégradée. Pour y remédier, nous nous étions engager à mettre en oeuvre un travail autour de trois axes :

• équilibre financier local,
• consolidation et essor des financements nationaux,
• amélioration du recouvrement de nos créances.

L'année 2005-2006 aura été marquée notamment par :

1) L'assainissement de notre situation financière
2) Le développement de nos actions
3) La réorganisation des JMJS et leur extension à un nouveau territoire : Nantes.
4) La poursuite du travail engagé pour parvenir à un équilibre financier local et le lancement du Programme de Réussite Educative.

Une situation financière en voie d'assainissement

Le travail engagé en 2004-2005 pour asseoir l'équilibre financier de l'afev sur le long terme a, en partie, porté ses fruits en 2005-2006 puisque non seulement nous clôturons un budget en excédent mais cet essor nous a également permis d'apurer nos comptes ; de reconstituer nos provisions et de distribuer une prime exceptionnelle aux salariés.
Pour la première fois, nous parvenons à constituer des fonds associatifs ce qui, associé à la constatation de ce résultat positif et à la reconstitution de nos provisions pour un montant quasi identique à celui de l'an dernier, nous permet d'améliorer nettement notre fonds de roulement.
On observe parallèlement une amélioration de notre situation de trésorerie qui reste malgré tout fragile.
Ce travail, bien engagé, est à poursuivre plus avant notamment auprès des ministères qui restent aujourd'hui nos plus importants bailleurs et représentent encore plus de 41% de nos en-cours.

Les partenariats privés ont, quant à eux évolué, mais ne représentent encore aujourd'hui que 8,5% de nos subventions.

Développement territorial

La progression du budget de l'afev hors JMJS s'explique en partie par :

• le démarrage de nouvelles actions sur trois nouveaux territoires : Chambéry, Marseille, Cergy Pontoise;
• la poursuite des actions démarrées en fin d'année 04/05 sur de nouveaux territoires (Nantes et Valenciennes).
• le redémarrage des actions sur le SAN du Val Maubuée, et le développement particulièrement rapide sur Rennes.

Dans le même temps, le dispositif calaisien a été mis en sommeil faute de garanties des partenaires locaux et ceux de la Seine et Marne ont été réduits au SAN suite au désengagement du Conseil Général.
Ce développement fait passer notre effectif à un peu plus de 70 salariés en équivalent temps plein sur l'année 2005-2006 contre un peu plus de 65 en 04-05 et participe grandement à la hausse des subventions enregistrée sur cette même année (environ +230k€).

En résultat net, seuls Nantes, Rennes et Cergy sont équilibrés ou proches de l'équilibre ; Valenciennes, Chambéry, le SAN et Marseille cumulent pour leur première année d'exploitation un déficit de près de 70k€. Concernant Valenciennes, cette situation est induite par l'impossibilité d'acter à temps dans nos comptes 2005-2006 la subvention qui aurait permis d'équilibrer le dispositif.

Réorganisation des JMJS

Les JMJS se sont réorganisées autour de 5 grands territoires contre 4 précédemment avec l'entrée dans la campagne de la ville de Nantes.
Le format et le coût de l'opération sont très disparates selon les territoires mais le résultat financier global des opérations est très déficitaire et témoigne d'un ancrage territorial difficile... suite p 26

Rapport Financier

Les bilans 2005-2006 se répartissent comme suit :

	Nantes	Lyon	Toulouse	IDF	NPC	National	Total
Charges	23 K€	49 K€	118 K€	32 K€	78 K€	32 K€	332 K€
Produits	21 K€	24 K€	82 K€	2 K€	45,5 K€	0 K€	170,5 K€
Résultat	-2 K€	-25 K€	-36 K€	-30 K€	-32,5 K€	-32 K€	-157,5 K€

Il reste qu'en valeur absolue, le budget global des JMJS a diminué de 100 k€.

Equilibre financier local et national

Travail Local

Le travail mis en œuvre cette année pour parvenir à une situation d'équilibre local a recueilli des résultats très divers en fonction des territoires.
On note globalement des améliorations de la situation financière en Ile de France ; Normandie; Sud Est et Poitou Charentes ; une forte dégradation dans le Nord Pas de Calais et la Lorraine et des dégradations plus faibles mais néanmoins préoccupantes dans le Sud Ouest .

Résultats par pôles : comparatif 2004-2005 et 2005-2006 :

	IDF	Sud Est	Sud Ouest	NPC	Poitou Ch	Normandie	Lorraine	Rennes	Nantes	Total
2004/2005	-136 729	-83 827	-79 373	-39 802	-36 816	-23 552	-15 384	-8 193	-	-423 676
2005/2006	+19 706	-74 305	-90 435	-86 804	-33 478	-10 178	-26 349	5 789	-3 797	-299 851
Progression	+114%	+11%	-14%	-118%	+9%	+57%	-71%	+171%	-	-

Ces situations globales demandent une analyse plus détaillée.

Ile de France :
Sur l'ensemble du territoire, les coûts sont quasi constants (+8k€) et les produits en très grosse progression (+125K€). L'effectif est globalement constant mais réparti différemment sur les différents pôles.

Sud Est :
Budget en évolution (+ 32K€) car démarrage de 2 nouveaux dispositif entraînant 2 créations de postes (Chambéry et Marseille) dont l'impact est finalement minoré par l'affectation au National d'un demi poste. En dehors de ces deux événements, les effectifs sont restés constants sur le territoire. La situation financière du pôle dans sa globalité s'améliore puisque, bien que restant largement déficitaire, elle progresse de près de 11%.

Sud Ouest :
Le budget est en évolution de 40K€ bien qu'il y'ait eu un transfert de charges vers le national (1 poste en ETP) du fait de l'augmentation du volume des JMJS et du portage de projets pour des structures en dehors de l'afev (projet alphabétisation et projet parenthèse). Les produits, quant à eux, ne progressent que faiblement (+ 31K€ dont 15K€ de subventions transférées du National).. suite p 27

Nord Pas de Calais :
Il s'agit du territoire portant le plus net recul financier en 2005/2006 puisque le déficit progresse de près de 118% passant de 40K€ à 87K€. Néanmoins, il est très en dessous du déficit prévisionnel avancé pour ce pôle.
Le déficit global 05/06, en grande partie portée par les JMJS et le développement de Valenciennes, masque une nette amélioration de la situation financière du Bassin Minier mais une dégradation des dispositifs Lillois et Dunkerquois.

Rennes :
Le dispositif rennais a connu un fort développement du fait du fort potentiel de recrutement étudiants et de l'accompagnement des partenaires financiers locaux. Le budget a donc connu lui aussi une forte progression car les effectifs ont été doublés en cours d'année, le tout financé par une inscription dans le PRE ; une hausse des subventions CLAS (CAF et FASILD) et par la diversification des financements notamment par des demandes déposées par projets.

Nancy :
La dégradation du Résultat (-11K€) réside dans l'augmentation « naturelle » du budget (+ 3K€) ; la fin de l'aide emploi jeune (-13K€) qui n'a pas pu être compensée par l'inscription dans le PRE de Nancy et de Laxou (+5K€).
La santé financière de ce dispositif reste particulièrement précaire et inquiétante puisqu'il cumule les déficits depuis des années, déficit qui dépasse aujourd'hui les 50% du budget.

Normandie :
Le budget est globalement constant (+3K€) et le déficit est divisé par un peu plus de 2 du fait de l'octroi d'un poste emploi tremplin par la région Basse Normandie pour le dispositif de Caen et de la hausse des subventions sur Cherbourg.
L'aide à l'emploi compense cette année les pertes financières dérivées du désengagement de la ville de Caen et la fin des aides emploi jeune dans la mesure où l'on constate sur 2005/2006 l'aide 2005 et 2006. Sur Cherbourg, on a assisté à un effort financier de la CAF, de la ville et de la région mais il existe toutefois un risque non négligeable de plafonnement de ces subventions.

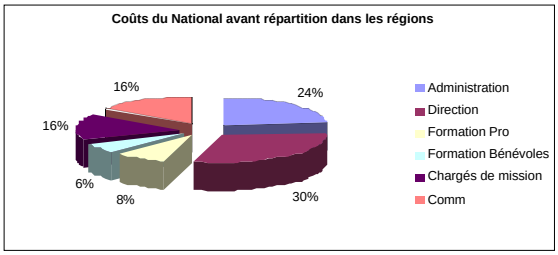
Nantes :
Nouveau dispositif puisque le démarrage n'avait eu lieu qu'en juin de l'an dernier. Budget quasi équilibré (-4K€) dont le faible déficit affiché est en fait du à la perte financière constatée sur les JMJS.
Par ailleurs, le décalage de période entre les financements locaux octroyés en année civile et notre exercice comptable n'a pas permis d'acter à temps la subvention régionale qui nous aurait permis d'équilibrer les comptes in fine.

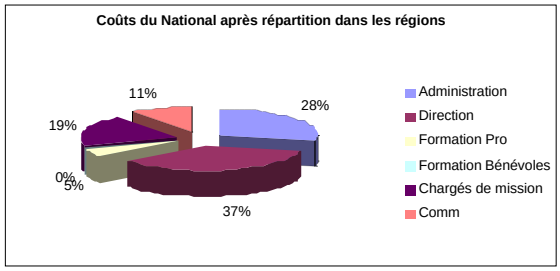
Poitou Charente :
Le budget est en hausse par rapport à 04/05 du fait de l'embauche d'un coordinateur à temps partiel sur La Rochelle. Le territoire reste très déficitaire mais les situations sont très différentes entre La Rochelle et Poitiers. Par ailleurs, la pré-campagne présidentielle a empêché d'acter dans nos comptes la subvention régionale ce qui nous laisse un manque à gagner de 15 à 20K€ soit entre 45 et 60% du déficit qui aurait pu être résorbé sans cela.

En conclusion, on constate que le travail engagé de réduction des déficits locaux porte globalement ses fruits mais reste à consolider notamment par une inscription encore plus massive dans le PRE qui en cumul ne nous permet de bénéficier en 05/06 que de 86K€ de financements supplémentaires...**suite p 28**

Travail National

Les coûts cumulés du National représentent 1 520 394€ après répartition d'une partie des coûts de formation professionnelles, bénévoles et frais de communication dans les régions soit 38,15% du budget global. Toutefois, sur ce volume, les écritures de provisions représentent 550 K€.





Globalement, les coûts nationaux progressent de 134K€ par rapport à 04/05.
Les coûts de l'Administration sont en recul de 41K€ du fait de la réorganisation de la structure et de l'affectation consécutive d'un poste de l'Administration dans la section Direction. Les coûts de la Direction progressent quant à eux de 85K€ du fait du transfert de deux demi-postes régionaux.
Les coûts de formation professionnelle sont constants bien que nous ayons eu beaucoup moins recours à des prestataires extérieurs et que cette baisse ait été compensé par une hausse des frais de transport et de réception.
La réorganisation de la coordination de la formation des bénévoles permet une économie de près de 26K€ avant toute répartition de ces coûts dans les régions.
Enfin, les frais liés aux chargés de mission progressent de 23K€ du fait de l'ajout d'un demi-poste jusque là porté régionalement.

Au niveau des ressources, on constate une hausse de 75K€ qui peut se décomposer en une baisse des subventions JMJS de 191K€ et une hausse des autres produits de 264K€.
Les subventions (hors aides à l'emploi) sont en progression de plus de 100K€ grâce notamment à la conclusion de deux nouveaux partenariats pluri-annuels avec la CNAF et la BNP et à la hausse importante du financement du Ministère Jeunesse et Sports quand le Ministère de l'Education Nationale par le biais de la DESCO baissait à nouveau sa subvention. Il est particulièrement notable que les subventions privées participent à cette hausse pour près de 65K€.
Les subventions liées aux aides à l'emploi baissent de 27K€ et les allègements de charges sociales, portés dans les produits en 04-05 sont inscrits en diminution des charges en 05-06 et diminuent donc de fait les produits nationaux de 65K€.
Les provisions et transfert de charge progressent le plus significativement puisqu'on gagne 215K€ du fait de la hausse de près de 100K€ de la reprise liée à la provision emploi jeunes et de 98K€ de reprise de provisions permettant de compenser les pertes sur subventions non recouvrés portées dans les coûts.
Enfin, les produits exceptionnels (subventions non affectées sur l'exercice précédent pour la plupart) augmentent de 33K€.

En conclusion, le travail porté par le National pour consolider ses partenariats financiers a lui aussi porté ses fruits puisqu'en plus des conventions pluri-annuelles déjà existantes (Education Nationale, DIV, FASILD) l'année 2006 a vu la conclusion de nouveaux partenariats pluri-annuels (BNP, CNAF) ; une hausse des subventions Jeunesse et Sports, FNAC et des partenariats ponctuels engagés sur des expérimentations (FNDVA ou Fondation de France pour l'AVL notamment). Sont d'ores et déjà en discussion l'éventualité d'une convention pluri-annuelle avec Jeunesse et Sports et la DGAS.
Par ailleurs, le travail engagé auprès des financeurs privés nous permet une mise en réserve automatique de 30K€ par an pendant 3 ans afin de reconstituer nos fonds propres.

L'année 2005-2006 a donc été une année d'efforts ayant permis une amélioration de la situation financière de l'afev.
Néanmoins, il convient de poursuivre les efforts dans le sens du travail initié en 04/05 pour parvenir effectivement à un équilibre financier local puisqu'il nous semble évident que dans un contexte de diminution du budget de l'Etat l'avenir est entre les mains de nos partenaires locaux.
Les jalons sont d'ores et déjà posés pour asseoir nos actions sur de nouveaux pôles dès la rentrée 2006-2007 (Nice, Brest, Reims, Montpellier, Tarbes...) et nous permettent de tabler sur une inscription encore plus forte dans les PRE.
Par ailleurs, l'année 2006-2007 va être une année de transition dans la vie de l'afev : volonté de développement massif de nos actions, arrivée des Volontaires et inscription dans le Plan 100 000 vont faire passer notre structure à 80 salariés et augmenter notre budget de plus de 12%.

Annexes

Plus de 190 villes partenaires

Île-de-France
Asnières-sur-Seine
Argenteuil
Aubervilliers
Aulnay-sous-Bois
Bobigny
Cergy
Cesson
Champs-sur-Marne
Chelles
Claye-Souilly
Clichy-la-Garenne
Colombes
Conflans-Ste-Honorine
Corbeil-Essonnes
Créteil
Domont
Eaubonne
Emerainville
Épinay-sur-Seine
Eragny-sur-Oise
Évry
Fresnes
Garges-lès-Gonesse
Gonesse
La Courneuve
Lagny-sur-Marne
Lognes
Maisons-Alfort
Montreuil
Nanterre
Neuilly-sur-Seine
Noisiel
Noisiel Esbly
Noisy
Orsay
Osny
Pantin
Paris
Pierrefitte-sur-Seine
Pontoise
Saint-Denis
Sarcelles
Sevran
Stains
Torcy
Villenoy
Villetaneuse

Auvergne
Clermont-Ferrand
Cournon
Riom

Sud-Est
Avignon
Bron
Chambéry
Fontaine
La Ricamarie
Le Pontet
Lyon
Marseille
Mions
Nice
Saint-Chamond
Saint-Étienne
Saint-Genis-Laval
Vaulx-en-Velin
Vénissieux
Villeurbanne

Ouest
Aytré
Buxerolles
Caen
Cherbourg-Octeville
Equeurdreville
Evreux
Hennebont
La Glacerie
La Rochelle
Lagord
Lanester
Lorient
Mondeville
Nantes
Poitiers
Rennes
Rezé
Rouen
Saint-Herblain
Tourelaville
Vannes

Sud-Ouest
Agen
Albi
Aucamville
Balma
Bègles
Bordeaux
Carmaux
Castres
Cenon
Colomiers
Cugnaux
Fonsorbes
Frouzins
Gaillac
Gradignan
Graulhet
Mazamet
Mérignac
Montpellier
Pau
Pessac
Saint Juery
Saint Sulpice
Talence
Tarbes
Toulouse
Tournefeuille

Nord
Agglomération lilloise
Lille
Roubaix
Tourcoing

Littoral
Boulogne
Calais
Coudekerque-Branche
Dunkerque
Grande Synthe
Gravelines
Saint-Pol-sur-Mer

Bassin Minier
Ablain-Saint-Nazaire
Acheville
Aix-Noulette
Angres
Annay-sous-Lens
Avion
Benifontaine
Béthune
Billy-Montigny
Bouvigny-Boyeffles
Bully-les-Mines
Carency
Carvin
Courcelles-les-Lens
Courrières
Eleu-dit-Lauwette
Estevelles
Evin-Malmaison
Fouquières-les-Lens
Givenchy-en-Gohelle
Gouy-Servins
Grenay
Harnes
Hénin-Beaumont
Hulluch
Leforest
Lens
Libercourt
Liévin
Loison-sous-Lens
Loos-en-Gohelle
Mazingarbe
Méricourt
Meurchin
Montigny-en-Gohelle
Noyelle-Godault
Noyelles-sous-lens
Oignies
Pont-à-Vendin
Sains-en-Gohelle
Sallaumines
Servins
Souchez
Vendin-le-Vieil
Vermelles
Villers-au-bois
Vimy
Wingles

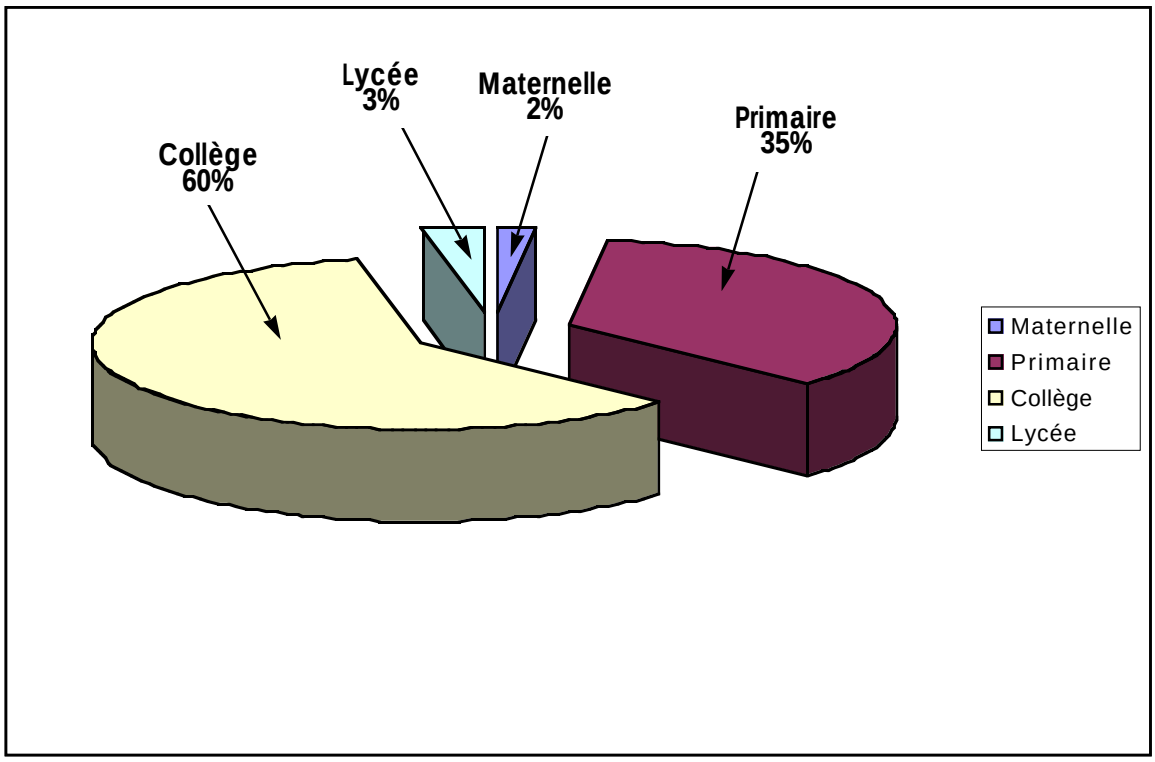
Valenciennes

Est
Jarville
Maxéville
Malzéville
Nancy
Pulnoy
Reims
Saint Max
Vandoeuvre

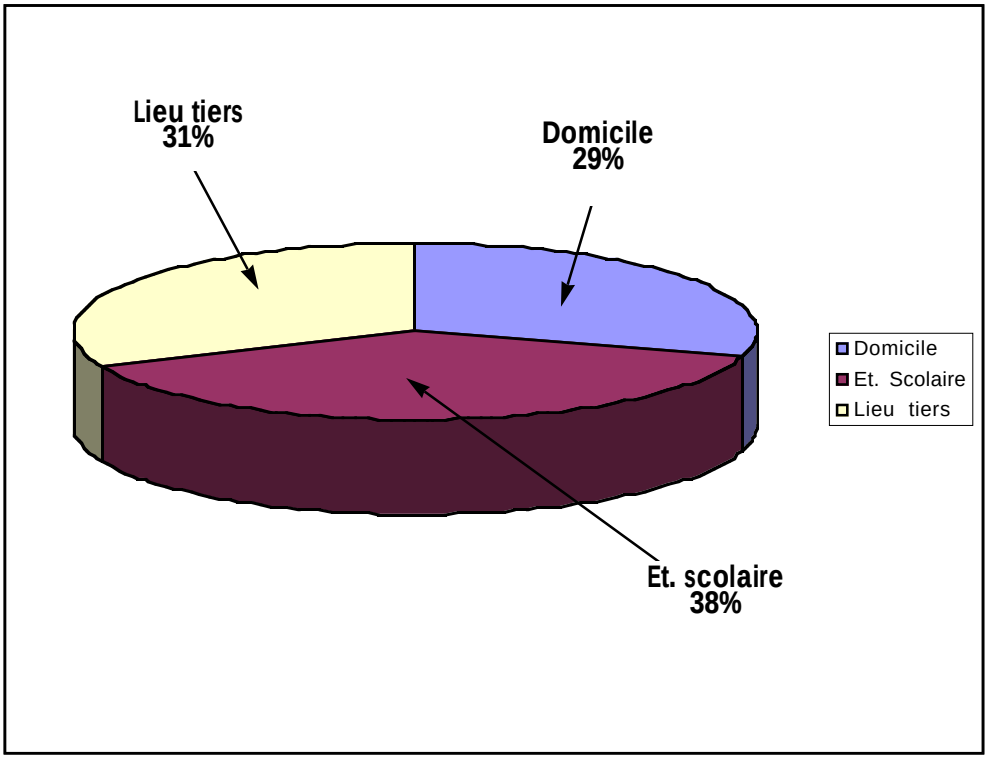
Ile-de-la-Réunion
Bras-Panon
Le Tampon
Saint-André
Saint-Benoît
Saint-Denis
Saint-Louis
Saint-Pierre

Annexe 1

Répartition des enfants et jeunes par type d'établissement scolaire en %

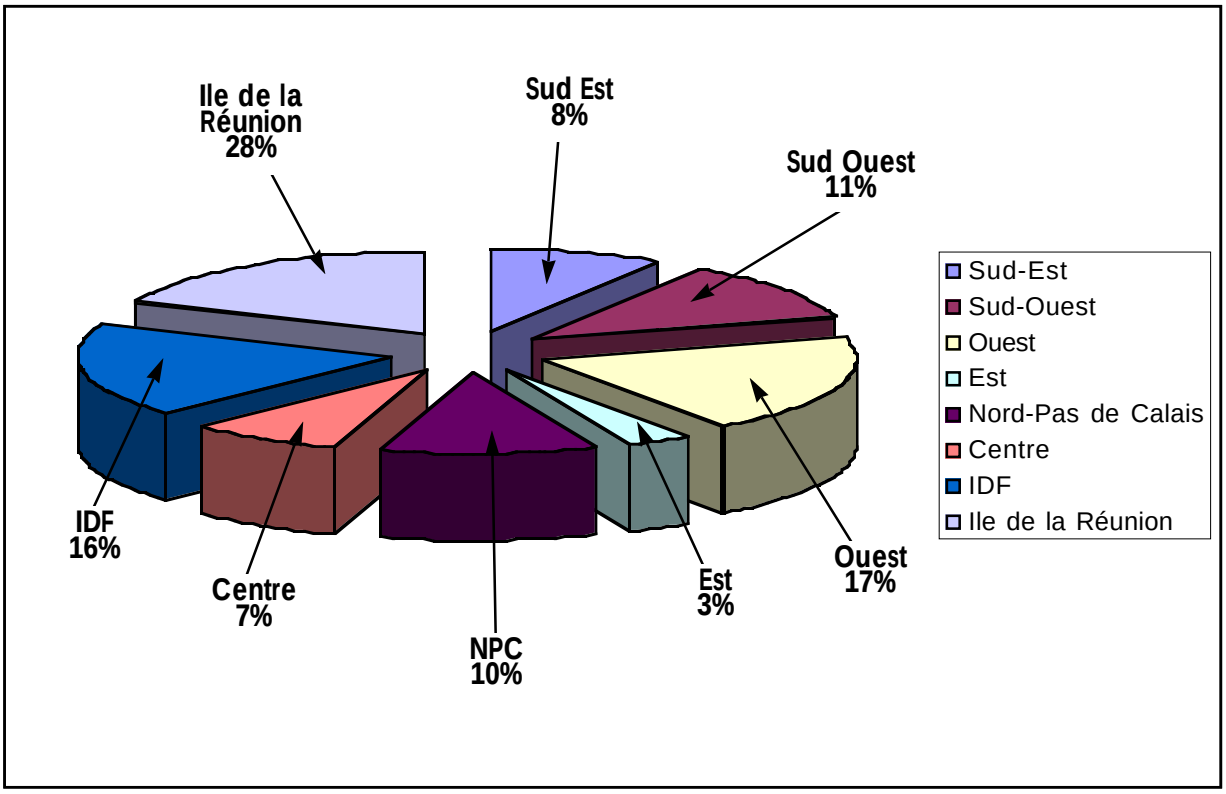


Répartition des enfants et jeunes par lieu d'intervention en %

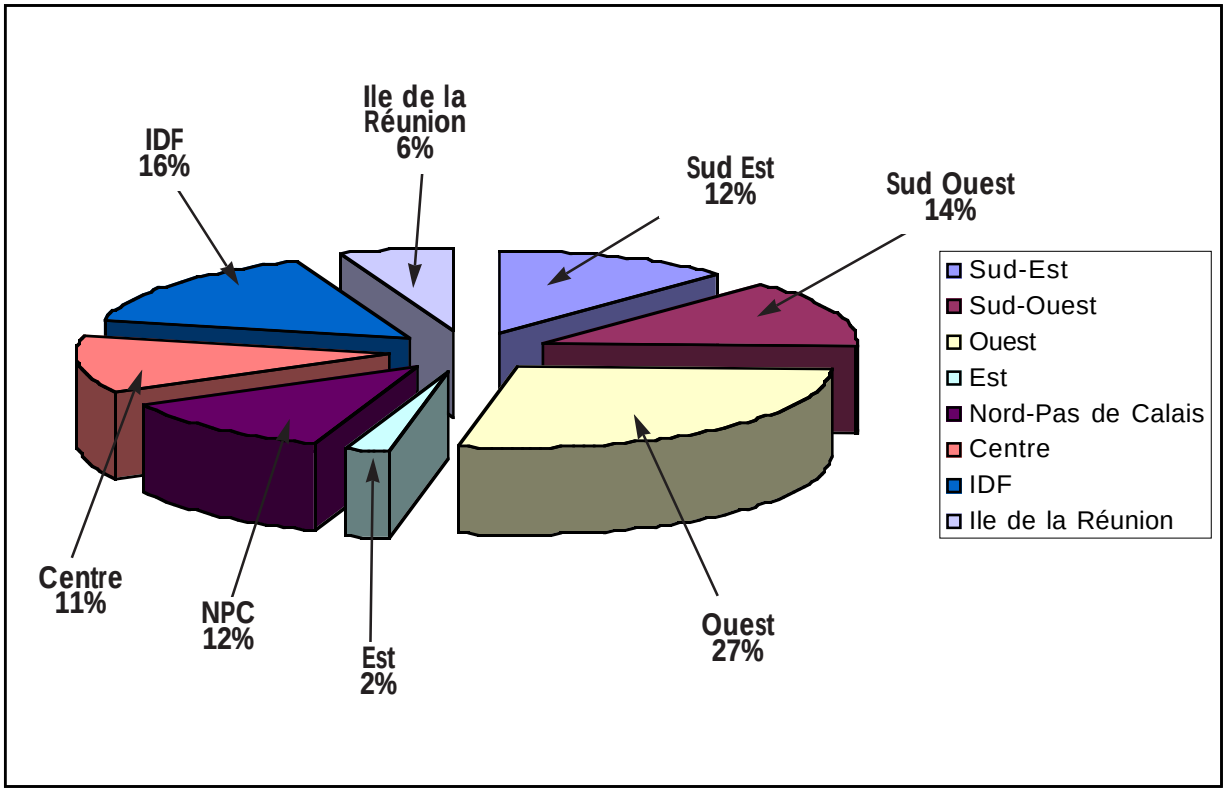


Annexe 2

Répartition des enfants et jeunes des programmes d'accompagnements éducatifs en %

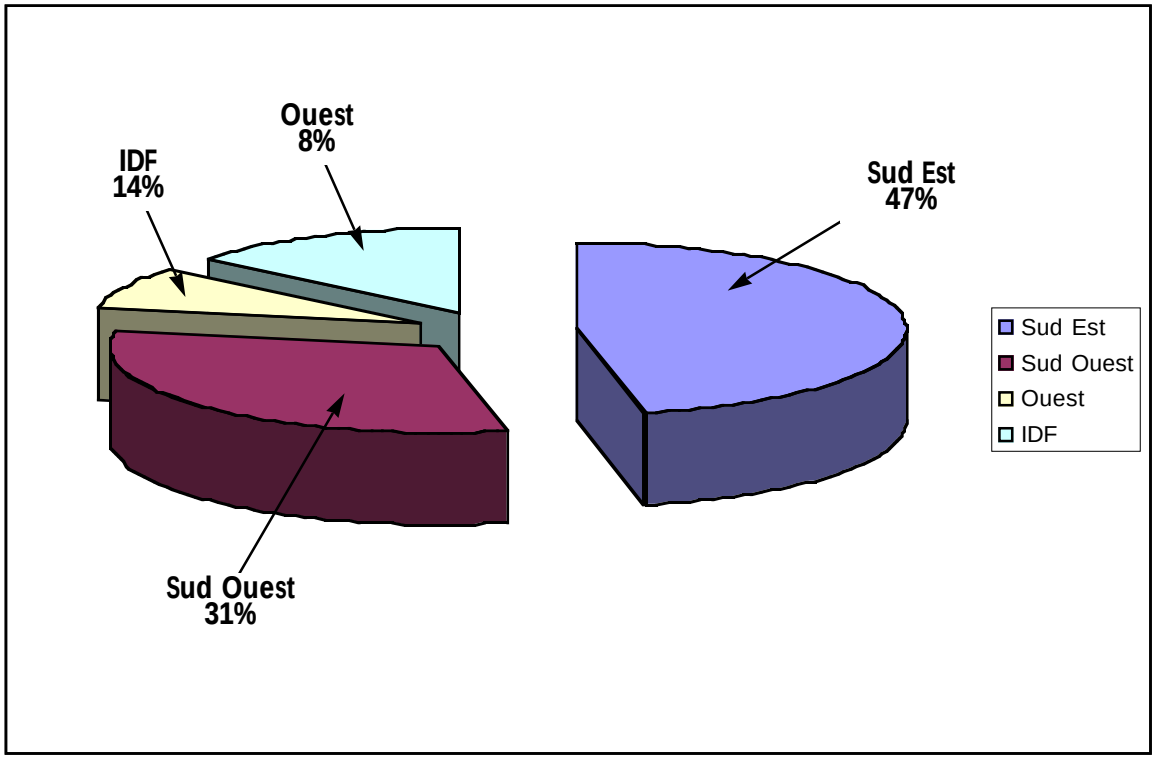


Répartition des étudiants bénévoles des programmes d'accompagnements éducatifs en %

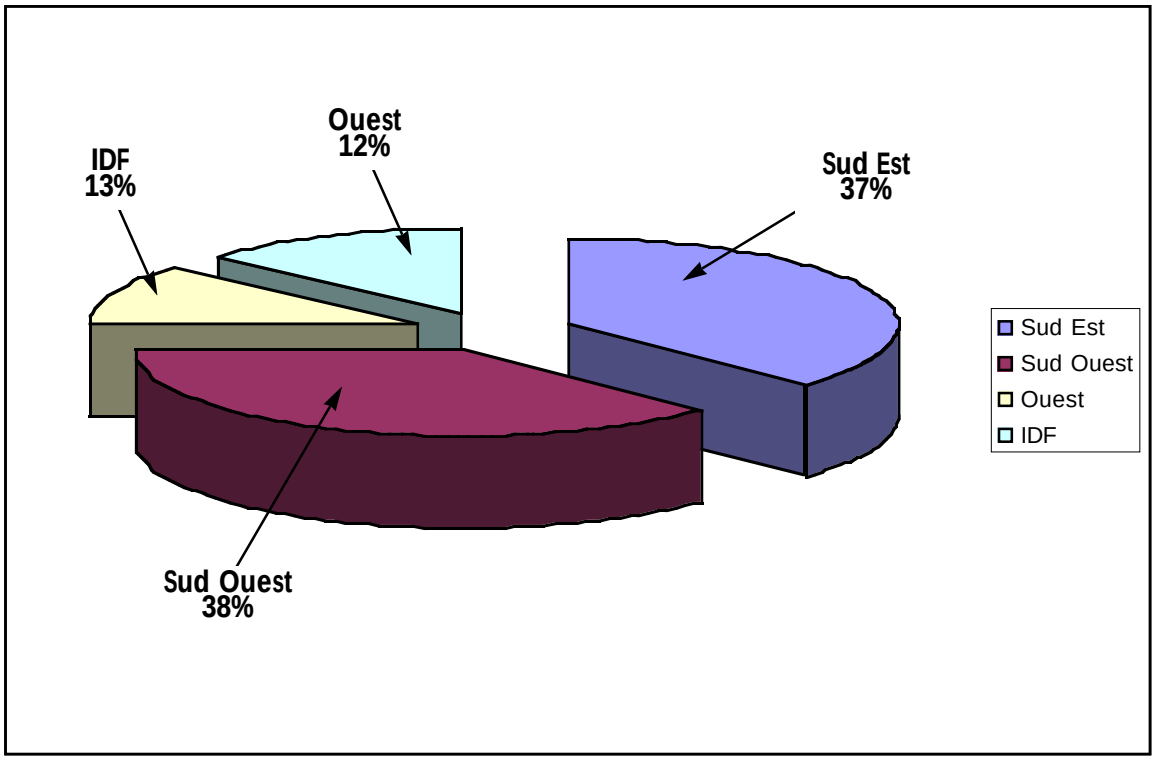


Annexe 2

Répartition des jeunes du programme Insertion en %



Répartition des étudiants du programme Insertion en %



Annexe 3